

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROSPECTIVE

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**

NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN JUIN 2014

Août 2014

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie et de la Prospective

M. Christophe AKAGHA-MBA

Ministre délégué

M. Marcellin AGAYA

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville

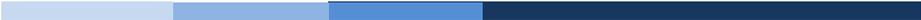
B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette deuxième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2014.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER SEMESTRE 2014	10
I.1. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	10
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	11
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER SEMESTRE 2014	12
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES	12
II.1. Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2014	12
II.2. LE PETROLE	14
II.3. LE MANGANESE	14
II.4. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE	15
<i>II.4.1. Le caoutchouc naturel</i>	15
<i>II.4.2. Elevage</i>	16
II.5. LES AGRO-INDUSTRIES	16
<i>II.5.1. Le tabac</i>	16
<i>II.5.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	17
<i>II.5.3. L'eau minérale</i>	17
<i>II.5.4. Les huiles et corps gras</i>	17
II.6. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	18
<i>II.6.1. La chimie</i>	18
<i>II.6.2. La seconde transformation des métaux</i>	19
II.7. LE RAFFINAGE	20
II.8. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	21
<i>II.8.1. L'électricité</i>	21
<i>II.8.2. L'eau</i>	21
II.9. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	22
II.10. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	23
<i>II.10.1. Le transport aérien</i>	23
<i>II.10.2. Le transport ferroviaire</i>	23
II.11. LES TELECOMMUNICATIONS	24
II.12. LE COMMERCE	24
<i>II.12.1. Le commerce général structuré</i>	24
<i>II.12.2. Le commerce des véhicules</i>	25
<i>II.12.3. Le commerce des produits pétroliers</i>	25
<i>II.12.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	26
II.13. LES SERVICES	26
<i>II.13.1. Services rendus aux entreprises</i>	26
<i>II.13.2. Services rendus aux particuliers</i>	26
<i>II.13.3. Services immobiliers</i>	26
<i>II.13.4. Services de réparation mécanique</i>	27

II.14. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	27
II. 15. LE SECTEUR BANCAIRE	27
<i>II.15.1. La situation du bilan</i>	27
<i>II.15.2. Les opérations avec la clientèle</i>	28
<i>II.15.2.1. Les ressources collectées</i>	28
<i>II.15.2.2. Les crédits distribués</i>	28
II.16. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE	29
<i>II.16.1. La configuration du secteur</i>	29
<i>II.16.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	29
<i>II.16.3. Capitaux propres et intermédiation financière</i>	29
II.17. LE SECTEUR ASSURANCE	30
<i>II.17.1. La Branche Non Vie</i>	30
<i>II.17.2. La Branche Vie</i>	31
<i>II.17.3. Les Sinistres réglés</i>	31
II.18. LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	32
<i>II.18.1. Les ressources</i>	32
<i>II.18.2. Les emplois</i>	33
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER SEMESTRE 2014	34
III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION	34
III.2. L'EMPLOI	35
III.3. LES SALAIRES	36
III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR	37
<i>III.4.1. Evolution des exportations en valeur</i>	37
<i>III.4.2. Evolution des importations en valeur</i>	38
III.5. LES FINANCES PUBLIQUES AU PREMIER SEMESTRE 2014	40
III.6. LA DETTE PUBLIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2014	43
<i>III.6.1. L'évolution des règlements</i>	43
<i>III.6.2. L'évolution des tirages sur financements extérieurs</i>	44
<i>III.6.3. L'évolution du stock</i>	45
III.7. LA SITUATION MONETAIRE	46
<i>III.7.1. Les principaux agrégats monétaires</i>	46
<i>III.7.1.1. La masse monétaire (M2)</i>	46
<i>III.7.1.2. Les ressources extra-monétaires</i>	47
<i>III.7.2. Les contreparties de la masse monétaire</i>	47
<i>III.7.2.1. Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)</i>	47
<i>III.7.2.2. Le crédit intérieur</i>	47
<i>III.7.2.2.1. Les créances sur l'économie</i>	48
<i>III.7.2.2.2. Les créances nettes sur l'Etat</i>	48
IV. LA POLITIQUE MONETAIRE	48
<i>IV.1. L'action sur la liquidité bancaire</i>	48

<i>IV.2. La politique des taux d'intérêt</i>	48
<i>IV.3. La politique des réserves obligatoires</i>	49
CONCLUSION	49
Tableau 1 : PIB ressources à prix constant 2010-2013	51
Tableau 2 : PIB ressources à prix courant 2010-2013.....	52
Tableau 3 : Evolution du PIB à prix constant (en volume) 2010-2013.....	53
Tableau 4 : PIB Emplois à prix constant 2010-2013.....	54
Tableau 5 : PIB Emplois à prix courant 2010-2013	55
Tableau 6 : Evolution du PIB Emplois à prix constant 2010-2013	56
Tableau 7 : Evolution de la masse monétaire	57

RESUME EXECUTIF

L'activité économique mondiale s'est consolidée au cours du deuxième trimestre 2014, après à un premier trimestre atone. Cette embellie provient principalement de la reprise constatée aux Etats-Unis, au sein des pays émergents et en développement ainsi que du maintien de politiques monétaires accommodantes. Toutefois, la conjoncture internationale reste soumise à des risques baissiers inhérents aux tensions géopolitiques, qui pourraient peser sur le cours du pétrole, à la faiblesse de la demande intérieure et au niveau élevé des taux d'endettement.

Au niveau national, les tendances sectorielles observées au cours du premier trimestre ont été confirmées, à quelques exceptions, au bout des six premiers mois de l'année.

En effet, au sein du **secteur primaire**, l'activité pétrolière a été marquée par un recul de la production et des exportations exacerbé par la dépréciation de 4,2% du taux de change du dollar par rapport au Francs CFA. Parallèlement, suite à un incident ferroviaire et aux opérations de maintenance réalisées par Comilog, la production et les exportations de manganèse se sont repliées respectivement de 9,4% à 1 723 878 tonnes et de 6,7% à 1 738 299 tonnes.

Cette évolution baissière a également été observée au niveau de la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse (-2,8%) et de l'usinage en granulés (-7,6%), en raison des arrêts de production et du vieillissement des plantations d'hévéas. Toutefois, l'élevage a enregistré des performances notables marquées par un accroissement de son cheptel (+5,5%) en lien avec l'augmentation des naissances et la baisse de la mortalité.

Le **secteur secondaire** a enregistré des évolutions sectorielles contrastées. Ainsi, les exportations des bois sciés et ouvrages ont augmenté de 63,9% passant de 77,68 milliards à 127,33 milliards en juin 2014. La branche des industries agroalimentaires et boissons a été bien orientée sur les six premiers mois, hormis la fabrication de tabac qui a pâti de la perte de certains marchés de la sous-région (Congo et Centrafrique).

L'activité des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des résultats globalement positifs (+10,4%) à fin juin 2014 pour une production totale de 1,4 million d'hectolitres, suite aux travaux de modernisation de l'outil de production. La production de l'eau minérale a également progressé de 14,7% à 269 744 hectolitres tirée par une demande croissante. Enfin, les huiles et corps gras ont confirmé la dynamique du premier trimestre, à l'exception de la production de savons.

Concernant les Autres industries de transformation, la composante de la chimie a été, dans son ensemble, assez morose sur les six premiers mois de l'année. Cette évolution est confirmée par le recul de 4,3% des peintures et de près de 20% des lubrifiants, en dépit de la bonne tenue de la production des gaz industriels (+15,1%). Cependant, la composante Seconde transformation des métaux a évolué positivement sur la période, en raison d'une hausse de la production de tôles.

La branche de raffinage a poursuivi son regain d'activité avec une production cumulée en hausse de 61,1% à 439 404 tonnes métriques, sous l'impulsion des travaux de maintenance et d'augmentation de la capacité de production et ce, malgré l'arrêt de la production programmé en juin et les difficultés liées aux retards d'approvisionnement du brut.

La branche énergie a amélioré ses résultats semestriels qui ont été confortés, au niveau de l'électricité (+4,8%), par les achats auprès de la centrale thermique d'Alenakiri. La production nette de l'eau a également connu une progression de 5,5% à 46,5 millions de m³, à la faveur des travaux de réhabilitation et de renforcement de l'outil de production. Toutefois, pour des raisons de pertes diverses (fuites et fraudes), les ventes en eau ont reculé de 2,5% tandis que celles de l'électricité ont augmenté de 7,3% dans le sillage de l'évolution de la demande.

Au niveau du **secteur tertiaire**, les différentes composantes affichent des résultats contrastés. En effet, concernant la branche des transports et auxiliaires de transports, le transport aérien a affiché des résultats globalement satisfaisants, à travers un raffermissement des mouvements commerciaux des avions (+6,5%) évalués à 15 976 rotations, du nombre de passagers (+6,8%) et du volume de fret (+12,2%). A contrario, les principaux indicateurs conjoncturels du trafic ferroviaire se sont dégradés suite à la baisse d'activité enregistrée par les mines et la cimenterie.

L'activité des télécommunications a connu un raffermissement sur les six premiers mois 2014 en rapport avec la bonne tenue de la téléphonie mobile et de l'internet.

Par ailleurs, hormis la vente des véhicules neufs et la réparation mécanique qui se sont tassées sur la période, le commerce structuré et les services ont connu une évolution positive.

Le secteur bancaire a clôturé le semestre par un accroissement de près de 15% du total agrégé des bilans qui s'explique principalement par l'augmentation du volume des crédits octroyés. Cette bonne tenue est également notée au niveau de l'activité de la microfinance dont la capitalisation, les encours de crédit et les encours de dépôt se sont accrus sur la période.

Dans le même temps, l'encours des primes d'assurance émises sur le marché a augmenté de 1,3% à 53,4 milliards de FCFA. Cette croissance est principalement justifiée par le dynamisme de l'activité de la branche Non-Vie qui s'est appréciée de 5,5%.

Au niveau macroéconomique, l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a progressé de 6,2% contre un recul de 0,4% sur la même période de l'année précédente. En glissement annuel, les prix ont cru de 7,5% contre 2,1% en juin 2013. Ils ont été principalement tirés par la hausse des prix de certaines fonctions : produits alimentaires et boissons non alcoolisées, logement eau gaz et électricité (+12,2), Meubles, articles de ménages, entretien (+15,5), transport (+6,4%), articles d'habillement et chaussures (+4,7%) et loisirs et culture (+6,3%).

En matière d'emploi et de salaires, les effectifs de l'Administration publique se sont accrus de 4,3% à 104 130 agents consécutivement aux recrutements dans la fonction publique et de la main-d'œuvre non permanente, qui ont induit une augmentation de la masse salariale.

Concernant le commerce extérieur, l'analyse des flux commerciaux entre le Gabon et le reste du monde a présenté un solde positif évalué à 1 362,3 milliards de FCFA. Cet excédent commercial est cependant, en diminution de 10,6% par rapport à 2013, en raison d'une baisse des exportations, plus importante que celle des importations.

En outre, compte tenu des changements intervenus sur le plan international, notamment la baisse du taux de change du dollar américain, et au plan national, le recul de la production pétrolière, une Loi de Finances Rectificative (LFR) a été adoptée en cours d'année. Ainsi, à fin mai 2014, son taux

d'exécution s'est chiffré à 43,1%, pour une prévision de ressources d'un montant 2904,7 milliards de FCFA.

Enfin, la situation monétaire large a été particulièrement marquée par une augmentation de la masse monétaire (4%), des avoirs extérieurs nets (28,3%) et un amenuisement du crédit intérieur (17,6%).

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE AU PREMIER SEMESTRE 2014

Après une période de morosité observée au premier trimestre, l'activité économique mondiale s'est consolidée au cours du second trimestre, suite à une reprise aux Etats-Unis et dans les pays émergents et en développement, en l'occurrence la Chine et l'Inde. L'activité mondiale reste soutenue par le maintien des politiques monétaires accommodantes au niveau des banques centrales des pays développés et l'assouplissement des tensions sur les marchés financiers au niveau international.

Cependant, des risques baissiers subsistent, en liaison avec les tensions géopolitiques en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord qui risquent d'accroître la flambée des cours du pétrole. A cela, il faut ajouter des taux d'endettement élevés des pays avancés et une atonie de la demande intérieure.

Dans ce contexte, la croissance économique mondiale se situerait à 3,4% en 2014 contre 3,2% en 2013.

I.1. LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des pays avancés est demeurée fragile au cours du second trimestre 2014, malgré une nette amélioration de l'économie américaine. Ainsi, la demande globale et la faiblesse des exportations ont impacté sur les perspectives de ces pays dont la croissance annuelle s'établirait à 1,8%.

Après un premier trimestre en baisse (-2,1%), le PIB américain a progressé de 4% au deuxième trimestre. Cette évolution résulte principalement d'un regain de la consommation des ménages et d'un affermissement des exportations.

Après une progression de 1,5% au premier trimestre 2014, l'économie nipponne a reculé de 1,7% au deuxième trimestre suite à la hausse de la TVA qui a freiné les dépenses des ménages. Dans le même temps, les entreprises ont réduit leurs investissements.

La croissance des pays de la zone euro s'est poursuivie au deuxième trimestre en dépit de son rythme modéré dans l'ensemble. En effet, le PIB a crû de 0,2% contre 0,3% au trimestre précédent.

Au sein de cet ensemble économique, le PIB de l'**Allemagne** s'est contracté de 0,2%, pénalisé par la contribution négative du commerce extérieur et le recul des investissements, notamment dans le BTP. Parallèlement, la croissance en **France** a stagné à 0% au deuxième trimestre plombée par l'atonie de l'investissement, du secteur de la construction ainsi que des exportations.

En revanche, l'activité s'est nettement améliorée en **Espagne**. En effet, tiré par une forte demande intérieure, le PIB a crû de 0,6%. Cependant, cette embellie de la quatrième économie de la zone euro est atténuée par un important taux de chômage, qui demeure à un niveau record proche de 25%. A l'opposé, l'**Italie** persiste dans la récession avec un taux de croissance de -0,2%.

Hors zone euro, le PIB du Royaume-Uni a enregistré une hausse de 0,8%.

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Dans leur ensemble, l'activité économique des pays émergents et en développement a été dynamique malgré le ralentissement observé dans certains d'entre eux. Le PIB serait de 4,6% à fin 2014.

En dépit de la crise ukrainienne, le PIB russe s'est accru de 0,8% au second trimestre 2014, mais les sanctions de certains pays occidentaux risqueraient de peser sur les performances des prochains trimestres.

En **Asie**, le PIB chinois a progressé de 7,5% au cours du deuxième trimestre contre 7,4% au trimestre précédent. Cette embellie résulte du soutien du Gouvernement visant à pallier au ralentissement des exportations et du marché de l'immobilier. En Inde, la reprise a été soutenue par l'accélération des réformes et la stabilité politique (5,4%).

En **Amérique latine**, on a enregistré une détérioration des projections des pays exportateurs de produits de base en rapport avec la chute des cours de ces produits. Dans cet ensemble, le Brésil est entré officiellement en récession après deux trimestres consécutifs de baisse. Ainsi, le PIB de ce pays a fléchi de 0,6% après 0,2% au premier trimestre. Ces résultats font suite à une crise de la production industrielle, aux taux d'intérêts élevés et aux nombreux jours fériés occasionnés par l'organisation de la coupe du monde.

De même, l'économie de l'Argentine, pénalisée par d'importantes dettes et une baisse conjointe des exportations, de la production industrielle et de la consommation, serait en récession au second trimestre 2014.

En dépit de tensions internes sur les plans politique et économique, le PIB des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord dépasserait les 3% en 2014.

En Afrique subsaharienne, la croissance est restée vigoureuse au second trimestre et dépasserait les 5% en moyenne annuelle.

Fortement touché par une grève de plusieurs mois en début d'année dans le secteur minier, le report des investissements privés et la faiblesse de la demande intérieure, le PIB de l'Afrique du Sud atteindrait 1,7%.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU PREMIER SEMESTRE 2014

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1. Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin juin 2014

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↓
Manganèse	↓
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↓
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Fabrication de tabac</i>	↓
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↓
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↓
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↗
<i>Ferroviaire</i>	↓
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↓
<i>Véhicules industriels</i>	↓
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗

<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘
SECTEURS	
Secteur primaire	
Manganèse	↘
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Fabrication de tabac</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↗
<i>Ferroviaire</i>	↘
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗
Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↗
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↘

II.2. LE PETROLE

A la fin du premier semestre 2014, la production nationale de pétrole brut s'est élevée à 5,4 millions de tonnes contre 5,5 millions de tonnes, soit une baisse de 1,9%. Le déclin naturel des champs matures et quelques incidents techniques continuent d'expliquer cette situation. On note toutefois de bons résultats de la part de Perenco, d'Addax et Maurel & Prom, en raison des travaux de redéploiement sur certains champs et de la montée en puissance de Tsiengui.

A fin juin 2014, la forte baisse des exportations observée en début d'année a été atténuée par la demande soutenue des pays asiatiques, suite à l'entrée d'un nouvel acheteur (Corée du Sud). Ainsi, les exportations de pétrole ont atteint 5 millions de tonnes, soit un repli de 0,7% comparativement à fin juin 2013. Avec plus de 64% du volume total, l'Asie demeure la principale destination du brut gabonais.

Evolution de l'activité pétrolière

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en millions de tonnes)	5,524	5,418	-1,9%
Exportation (en millions de tonnes)	5,040	5,007	-0,7%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	107,50	108,93	1,3%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	105,61	106,98	1,3%
Taux de change (\$US/FCFA)	499,523	478,671	-4,2%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Les prix du pétrole (Brent) se sont établis à 108,93 dollars le baril en moyenne à fin juin 2014, en hausse de 1,3% par rapport à la même période en 2013 (107,50 dollars). Cette évolution est liée aux tensions géopolitiques (Russie-Ukraine, Irak, Lybie) et au recul des réserves de pétrole aux Etats-Unis. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais s'est situé à 106,98 dollars le baril, en augmentation de 1,3% durant la période sous-revue.

Cependant, le taux de change du dollar par rapport au FCFA s'est déprécié de 4,2% pour s'établir à 478,671 FCFA.

II.3. LE MANGANESE

La production mondiale d'acier au carbone a progressé de 2,5% au premier semestre 2014 par rapport au 1^{er} semestre 2013, tirée principalement par les pays développés (Union Européenne, USA) et la Chine.

Au niveau national, la production de manganèse a baissé de 9,4%, en raison des opérations de maintenance réalisées par Comilog et d'un incident ferroviaire exceptionnel (déraillement de train). La production s'est établie à 1 723 878 tonnes contre 1 901 909 tonnes comparativement à 2013 sur la même période. De même, les livraisons externes de manganèse se sont repliées de 6,7% à 1 738 299 tonnes.

Sur le plan financier, les ventes des produits ont généré un chiffre d'affaires de 157,2 milliards de FCFA, soit une baisse de 15,6%, imputable à la contraction des volumes vendus et à la diminution des prix du minerai de manganèse CIF Chine (source CRU) de 15 % au cours du 1^{er} semestre 2014, malgré leur stabilisation depuis le mois de mai.

Evolution de l'activité minière

(en tonnes)	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production	1 901 909	1 723 878	-9,4%
Exportations	1 866 378	1 741 290	-6,7%
Ventes	1 862 299	1 738 299	-6,7%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	186 243	157 150	-15,6%

Source: Comilog, Setrag, Sepbg

II.4. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.4.1. Le caoutchouc naturel

L'atonie de l'activité de caoutchouc s'est poursuivie au terme des six premiers mois de 2014. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a baissé de 2,8%, induisant un recul de 7,6% de l'usinage du produit en granulés. Ces résultats sont essentiellement dus aux arrêts de production et au vieillissement des plantations d'hévéas.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a régressé de 38,6% à 6,7 milliards de FCFA, suite à la baisse des exportations et la détérioration des cours mondiaux de caoutchouc en glissement annuel.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	17 485,1	16 969,9	-2,9%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	9 237,4	8 532,5	-7,6%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	7 989,2	6 870,9	-14,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	10 909,9	6 702,5	-38,6%
Effectifs	162,0	182,0	12,3%
Masse salariale	610,6	642,1	5,2%

Source : SIAT

II.4.2. Elevage

Le ranch de SIAT Gabon a consolidé son cheptel sur les six premiers mois de 2014 par rapport à la même période en 2013. On dénombre ainsi 4 907 bêtes contre 4 651 une année auparavant. Cette évolution est liée à l'augmentation du nombre de naissances (489 contre 221 au premier semestre 2013), conjuguée à la réduction notable du nombre de décès suite à la maîtrise de l'épidémie de péri pneumonie contagieuse bovine (96 morts contre 321 en 2013).

Sur le plan commercial, la société a entrepris la vente de viande depuis le mois de janvier, soit un total de 48,6 tonnes vendues pour un chiffre d'affaires de 214 millions de FCFA.

Evolution de l'activité d'élevage

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Effectif du cheptel	4 651	4 907	5,5%
Vente de viande (en kg)	0	48 596	-
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	0	214	-
Effectif	25	24	-4,0%
Masse salariale	71	62	-12,1%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.5. LES AGRO-INDUSTRIES

II.5.1. Le tabac

L'activité dans la branche tabatière a été morose au cours du premier semestre 2014. Ainsi, la production de scaferlatis a chuté de 96,4%, en raison de l'arrêt depuis le mois de mars de l'unité de fabrication. Cette situation se justifie par la perte des marchés congolais et centrafricains. Par ailleurs, la production de cigarettes a baissé de 36,2% pour se situer à 5,7 millions de paquets.

En conséquence, le chiffre d'affaires a chuté de 69,6% à 1,7 milliard de FCFA contre 5,7 milliards au premier semestre 2013.

Evolution de l'activité du tabac

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Scaferlatis (tonnes)	630,6	22,6	-96,4%
Cigarettes (milliers de paquets)	8 900,8	5 680,3	-36,2%
Tabac en feuilles (caisses)	332,0	0,0	-100,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 683,9	1 728,3	-69,6%
CA marché local	1 773,1	1 195,5	-32,6%
CA Export	3 910,8	532,8	-86,4%
Effectifs	74	41	-44,6%
Masse salariale	562,8	411,9	-26,8%

Source : Sociga

II.5.2. Les boissons gazeuses et alcoolisées

L'activité des boissons gazeuses et alcoolisées a enregistré des résultats globalement positifs (+10,4%) à fin juin 2014 correspondant à une production totale de 1,4 million d'hectolitres. Les bières et les boissons gazeuses ont augmenté de 12,6 et 9,5%, suite aux travaux de modernisation de l'outil de production. En revanche, les vins et les divers se sont repliés respectivement de 26,2% et 3,3%, sous l'effet de la contraction de la demande locale. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a progressé de 7,4% pour se situer à 78,6 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en hectolitres)	1 240 533	1 369 939	10,4%
Bières	642 892	724 143	12,6%
Boissons gazeuses	558 328	611 644	9,5%
Vins	16 922	12 491	-26,2%
Divers	22 391	21 661	-3,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	73 221	78 603	7,4%
Effectifs	887	1 012	14,1%
Masse salariale	5 356	5 847	9,2%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.5.3. L'eau minérale

A fin juin 2014, la production de l'eau minérale s'est élevée à 269 744 hectolitres, soit une hausse de 14,7%, suite à la fermeté de la demande locale. Parallèlement, le chiffre d'affaires s'est affermi de 8,8% pour s'établir à 5,7 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production d'eau (en hectolitres)	235 226	269 747	14,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 216	5 675	8,8%
Effectifs	45	48	6,7%
Masse salariale(en millions de FCFA)	248	264	6,6%

Source : Soboléco

II.5.4. Les huiles et corps gras

L'embellie enregistrée à fin mars s'est poursuivie au terme des six premiers mois de 2014. Hormis les savons qui ont reculé de 38,3%, l'huile brute et l'oléine ont progressé de 32,1% et 30,7% correspondant à des productions respectives de 3 478 et 3 585 tonnes. Ces performances résultent

de la bonne tenue des huiles et produits gras sur le marché local. Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 14,3% à 4,5 milliards de francs CFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	2 637,6	3 478,6	31,9%
Huile raffinée	2 743,2	3 584,4	30,7%
Savons	1 754,9	1 082,8	-38,3%
Ventes (en tonnes)	3 695,1	4 974,3	34,6%
Huile raffinée	2 129,9	3 561,9	67,2%
Savons	1 565,2	1 412,3	-9,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 935,6	4 530,6	15,1%
Effectifs	213	186	-12,7%
Masse salariale	683,1	606,0	-11,3%

Source : SIAT

II.6. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.6.1. La chimie

- **Les peintures**

La production de peintures s'est rétractée de 4,3% au cours du premier semestre 2014, suite à la contraction de la demande des sociétés des BTP. Cependant, le chiffre d'affaires, en hausse de 4,1%, a été de 5,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des peintures

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en tonnes)	2 505,8	2 399,2	-4,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 138,3	5 344,2	4,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	471,9	420,1	-11,0%
Effectifs (en nombre)	80	83	3,8%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- **Les lubrifiants**

La production des lubrifiants évaluée à 2 423,4 tonnes au cours des six premiers mois de l'année 2014 est en régression de 19,9%, compte tenu du ralentissement de l'activité inhérente à la liquidation des stocks constitués et de l'atonie de la demande des principaux clients. Dans le même

temps, les emballages métalliques et plastiques destinés au conditionnement des produits sont en baisse de 15,6% à 140 382 unités. De ce fait, le chiffre d'affaires s'est replié de 24,6% à 3,3milliards de FCFA sur la période.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	3 025	2 423	-19,9%
Emballages (en unités)	166 345	140 382	-15,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 337	3 273	-24,6%
Effectifs (nombre d'agents)	43	44	2,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	215	244	13,6%

Source : PIZOLUB

- **Les gaz industriels**

Tirée par les commandes soutenues du secteur pétrolier et para pétrolier, la production des gaz industriels a progressé de 15,1% à 303 200m³ à fin juin 2014. En conséquence, le chiffre d'affaires, évalué à 2,3 milliards de FCFA, a augmenté de 5,3%.

Evolution de l'activité des « gaz industriels »

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en m ³)	263 500	303 200	15,1%
Oxygène	140 300	116 400	-17,0%
Azote gazeux	20 100	11 400	-43,3%
Azote liquide	83 100	158 300	90,5%
Acétylène	20 000	17 100	-14,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	2 156,2	2269,6	5,3%
Masse salariale (en millions de FCFA)	438	440	0,5%
Effectifs (nombre d'agents)	70	70	0,0%

Source : Gaboa Air Liquide

II.6.2. La seconde transformation des métaux

L'activité de transformation de l'aluminium a enregistré de bonnes performances se traduisant par une production totale en hausse de 26,5%. Celle-ci a été tirée par celle des tôles minces qui s'est renforcée sous l'effet de l'accroissement des commandes des grandes surfaces commerciales.

Malgré la faiblesse des commandes de la chaudronnerie et de la charpente métallique, le chiffre d'affaires, soutenu par la bonne tenue des tôles, a observé une quasi-stabilité (+0,8%) pour s'établir à 6,3 milliards de FCFA.

Les effectifs sont en recul de 13,2% et comptent 145 employés à fin juin 2014 contre 167 au cours de la même période, alors que la masse salariale progresse de 9,4% pour s'établir à 538,4 millions de FCFA.

La seconde transformation des métaux

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en tonnes)	1 049,6	1 328,2	26,5%
Tôles minces	375,8	555,6	47,8%
Tôles épaisses	673,8	772,6	14,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 257,2	6 309,2	0,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	492,0	538,4	9,4%
Effectifs (en nombre d'agents)	167,0	145,0	-13,2%

Sources : SOTRALGA, SOGI

II.7. LE RAFFINAGE

A fin juin 2014, la raffinerie a poursuivi son regain d'activité amorcé en début d'année sous l'impulsion des travaux de maintenance et d'augmentation de la capacité de production et ce, malgré l'arrêt de la production programmé en juin et les difficultés liées aux retards d'approvisionnement du brut. Ainsi, la production du brut a enregistré une hausse de 61,1%, atteignant 439 404 tonnes métriques contre 272 750 tonnes au cours de la même période en 2013.

Evolution de l'activité de raffinage

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
TOTAL DU BRUT TRAITE	272 750	439 405	61,1%
Compte propre (tonnes métriques)	272 750	439 405	61,1%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	16 997	17 092	0,6%
Super (m ³)	50 577	52 542	3,9%
Super Export (m ³)	4 954	14 390	190,5%
Pétrole lampant (m ³)	17 709	15 246	-13,9%
Turbine fuel 1 (m ³)	29 649	28 431	-4,1%
Gas-oil moteur (m ³)	321 863	340 201	5,7%
Fuel-oil 380 export (TM)	121 973	180 252	47,8%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions de FCFA)	227 864	249 555	9,5%
Chiffre d'affaires intérieur	184 934	186 262	0,7%
Chiffre d'affaires export	42 929	63 293	47,4%

Source : Sogara

En outre, excepté le pétrole lampant et le turbine fuel dont les volumes vendus ont baissé respectivement de 13,9% et 4,1%, les autres produits se sont bien comportés sur le marché local et extérieur, en raison de la vigueur de la demande.

En conséquence, tiré principalement par les ventes à l'export, le chiffre d'affaires s'est affermi de 9,5% pour atteindre 249,6 milliards de FCFA à fin juin 2014.

II.8. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

A fin juin 2014, l'analyse conjoncturelle du secteur énergétique présente des résultats globalement en hausse.

II.8.1. L'électricité

La production nette d'électricité s'est améliorée de 4,8% pour se situer à 1 130 GWh. Elle a été confortée par les achats d'électricité auprès de la centrale thermique d'Alenakiri qui ont permis de compenser le repli de la production de la Seeg (-11,5%).

Sur le plan commercial, la hausse de 7,3% des volumes vendus hors cession est liée à la vigueur de la demande sans cesse croissante des ménages et de certaines industries. Conjuguée à la revalorisation du tarif moyen du KWh de 3%, le chiffre d'affaires a progressé de 8,1% pour s'établir à 81,8 milliards de FCFA à la fin du premier semestre 2014.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette (en GWh)	1 077,3	1 129,5	4,8%
Production nette SEEG	1 049,5	929,0	-11,5%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	27,8	200,5	621,0%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	801,5	860,0	7,3%
Volumes facturés MT hors cession	300,6	313,0	4,1%
Volumes facturés BT hors cession	500,9	547,0	9,2%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	75 817,0	81 925,5	8,1%
CA MT hors cession	23 555,1	24 769,9	5,2%
CA BT hors cession	52 261,9	57 155,5	9,4%

Source: SEEG

II.8.2. L'eau

La production nette de l'eau a connu une progression de 5,5% à fin juin 2014 pour un volume de 46,5 millions de m³, à la faveur des travaux de réhabilitation et de renforcement de l'outil de production.

Toutefois, les volumes vendus et le chiffre d'affaires ont enregistré des baisses respectives de 2,5% et 2,7%, imputables aux difficultés d'approvisionnement en eau des principales agglomérations de

Libreville et de l'intérieur du pays. A cela s'ajoutent les fuites et les fraudes constatées sur le réseau de distribution.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m ³)	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette	44 097,7	46 543,2	5,5%
Ventes hors cession	32 447,8	31 643,4	-2,5%
CA hors cession (en millions de FCFA)	11 790,2	11 473,6	-2,7%

Source: SEEG

II.9. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

L'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics a été morose au cours du premier semestre 2014, en raison de l'arrêt de nombreux chantiers. En effet, la production vendue du secteur s'est repliée de 25,2% pour s'établir à 131,2 milliards de FCFA contre 175,444 milliards en glissement annuel.

Evolution de l'activité des BTP

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en millions de FCFA), dont :	175 444	131 211	-25,2%
Bâtiment et Génie civil	159 204	114 811	-27,9%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	16 241	16 400	1,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	22 000	21 500	-2,3%
Effectifs (nombre d'agents)	6 032	5 750	-4,7%

Sources : Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Seteg, Siricom, Entraco, Aacciona, Faco Construction, SocobaEdptl, Bouygues Energies Services, Cgpr, SocoBtp, Lbtpg, Sinohydro

La branche *bâtiment et génie-civil* a enregistré la plus forte baisse (-27,9%) pour un chiffre d'affaires de 114,8 milliards de FCFA. Cette contreperformance se justifie par l'absence de chantiers d'envergure et les difficultés de trésorerie connues par les sociétés suite au retard de paiement par l'Etat.

La ligne *électricité, eau et téléphone*, en revanche, a enregistré une légère hausse (+1%) pour se situer à 16,4 milliards de FCFA.

Cette morosité de l'activité a occasionné une compression de 4,7% des effectifs qui sont passés de 6 032 employés au premier semestre 2013 à 5 750 emplois permanents au cours de la même période en 2014, pour une masse salariale de 21,5 milliards de FCFA.

II.10. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.10.1. Le transport aérien

La conjoncture relative au transport aérien affiche globalement des résultats satisfaisants. En effet, les mouvements commerciaux des avions connaissent un raffermissement de 6,5%, soit 15 976 rotations à fin juin 2014. Cette amélioration est à lier aux efforts des compagnies Afric Aviation et NRT qui ont augmenté leur trafic, conjuguée à l'arrivée de Tropical Air Gabon (TAG) et au dynamisme de Camair Co qui a doublé ses mouvements.

Evolution de l'activité en pourcentage

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Mouvements commerciaux des avions	15 008	15 976	6,5%
Réseau domestique	6 241	7926	27,0%
Réseau international	8 071	8050	-0,3%
Passagers	690 529	737 310	6,8%
Vols domestique	196 037	207 943	6,1%
Vols internationaux	420 095	461003	9,7%
Transit	74 397	68364	-8,1%
Volume de fret (en tonnes)	13 044	14 630	12,2%
Réseau domestique	1 167	1 532	31,3%
Réseau international	11 877	13098	10,3%

Source: ADL

Le nombre de passagers suit la même tendance, avec une hausse de 6,8%, passant de 690 529 personnes à fin juin 2013 à 737 310 clients transportés au premier semestre 2014. Cette évolution s'explique par la bonne tenue du réseau international, suite au dynamisme de Camer Co et d'Afric Aviation mais aussi d'Afrijet et de la Nationale qui ont augmenté leur trafic sur le plan national.

Le volume du fret a augmenté de 12,2%, pour 14 630 tonnes de marchandises transportées au premier semestre 2014. Cette performance résulte de l'activité de DHL International qui a doublé son tonnage et des efforts déployés par Sky Gabon.

II.10.2. Le transport ferroviaire

Les principaux indicateurs conjoncturels du trafic ferroviaire se sont dégradés au cours des six premiers mois de l'année 2014. En effet, suite aux incidents enregistrés sur la ligne de chemin de fer et à la baisse d'activité dans la cimenterie, le volume global des marchandises évacuées par rail a fléchi de 6,7% pour se situer à 1,9 million de tonnes. Cependant, il faut noter la bonne tenue des produits forestiers (grumes et bois débités) et des produits pétroliers, en liaison avec l'embellie dans ces secteurs.

Par ailleurs, le nombre de passagers transporté a régressé de 6,3% à 85 406 personnes transportées au premier semestre 2014 contre 91 183 clients en 2013, du fait de nombreux incidents survenus sur la voie ferrée.

Corrélativement, le chiffre d'affaires cumulé au premier semestre 2014 a reculé de 2,3% à 21,1 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité ferroviaire

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de passagers	91 183	85 406	-6,3%
Volumes globale de marchandises (en tonne)	2 080 958	1 940 707	-6,7%
Grumes	143 702	176 675	22,9%
Bois débités	18 836	15 392	18,3%
Manganèse	1 766 741	1 599 693	-9,5%
Clinker	9 756	4 467	-54,2%
Produits pétroliers	28 173	31 975	13,5%
Autres marchandises	113 750	112 505	-1,1%
Chiffre d'affaires total (en milliards de FCFA)	21 698	21 135	-2,6%

Source: Setrag

II.11. LES TELECOMMUNICATIONS

L'activité des télécommunications a connu un raffermissement sur les six premiers mois 2014 en rapport avec la bonne tenue de la téléphonie mobile et de l'internet. Ainsi, les parcs fixe (+7,9%) et Internet (+31,3%) ont observé une croissance soutenue grâce au succès des offres internet et des solutions Data pour les entreprises. Cependant, en raison de la saturation du marché du GSM, le nombre d'abonnement au téléphone mobile est demeuré quasi-stable (+0,2%) à près 2,2 millions.

Evolution des télécommunications

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	148,3	152,0	2,5%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 161,5	2 166,3	0,2%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	18,6	20,0	7,9%
Nombre d'abonnés à l'Internet (milliers)	9,2	12,0	31,3%

Sources : Airtel Gabon, Moov Gabon, Gabon-Télécom et Azur Gabon

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires des télécommunications a progressé de 2,5% pour s'établir à 152 milliards de FCFA.

II.12. LE COMMERCE

II.12.1. Le commerce général structuré

Le commerce général

Le chiffre d'affaires du commerce général a progressé de 14,8% à 186 milliards de FCFA au premier semestre 2014. Cette amélioration est imputable à l'élargissement et au renouvellement de la gamme des produits vendus (alimentation, habillement et cosmétique) et à l'ouverture des magasins dans les zones périphériques de Libreville et à l'intérieur du pays.

Evolution du commerce du commerce général structuré

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	162	186	14,8%

Sources: Ceca-Gadis, SAN, Gabon Meca, Mbolo, Nestlé

II.12.2. Le commerce des véhicules

- **Véhicules utilitaires**

Le nombre de véhicules neufs vendus au premier semestre a marqué un repli de 13,8% à 2 630 unités. Cette évolution s'explique par les annulations de commandes par l'Etat et les sociétés privées confrontées au retard de paiement de la dette publique, ainsi que par un recours plus accru à la location des voitures.

Evolution des véhicules neufs

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de véhicules vendus	3 060	2 639	-13,8%

Source : URAI

- **Véhicules industriels**

L'activité de Tractafic équipement durant les six premiers mois de l'année 2014 a régressé de 22,2% à 14 milliards de FCFA, en raison de la contraction de la demande des clients en lien avec l'arrêt ou le ralentissement de nombreux chantiers.

Evolution des véhicules industriels

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	18	14	-22,2%

Source : Tractafic Equipement

II.12.3. Le commerce des produits pétroliers

Les ventes en volume des produits pétroliers se sont raffermies à 5,3% pour se situer à 388 153 tonnes métriques au premier semestre 2014. Cette amélioration s'explique par l'augmentation des ventes de supercarburant, en liaison avec le renforcement du parc automobile du pays, mais aussi par l'ouverture et la réhabilitation de nouvelles stations-services.

Evolution du commerce des produits pétroliers

(en tonnes métriques)	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Volumes vendus (en tonnes métriques)	368 738	388 153	5,3%
<i>dont Gasoil</i>	272 479	287 045	5,3%
<i>Supercarburant</i>	35 269	40 093	13,7%
<i>Kérosène</i>	25 754	24 497	-4,9%

Source: Total marketing, Engen Gabon, Petro Gabon, Oilybia, SGEPP

II.12.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires généré par la vente des produits pharmaceutiques au premier semestre 2014 est de 31 milliards de FCFA contre 27 milliards de FCFA l'année antérieure, soit une embellie de 14,8%, liée à la création des pharmacies et dépôts pharmaceutiques, en sus de la fermeté de la demande favorisée par l'élargissement de l'affiliation des structures sanitaires et pharmaceutiques par la CNAMGS.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires(en milliards de FCFA)	27	31	14,8%

Sources : Pharmagabon, Ubipharmagabon

II.13. LES SERVICES

II.13.1. Services rendus aux entreprises

Le chiffre d'affaires des services rendus aux entreprises a atteint près de 26 milliards de FCFA à fin juin 2014 contre 25,4 milliards au premier semestre de 2013, soit une hausse de 2,3%, consécutivement à la bonne tenue des services de gestion et du relèvement des prix des prestations.

Evolution de l'activité de la sous branche des services aux entreprises

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	25 367	25 951	2,3%

Sources : Price WaterHouse Coopers, Price WaterHouse Coopers Tax & Legal, Bureau Veritas Gabon, Ernst & Young, GieGesparc, Gabon Propre service

II.13.2. Services rendus aux particuliers

Au premier semestre 2014, le chiffre d'affaires des services rendus aux particuliers a atteint 17,9 milliards de FCFA. Il a augmenté de 3,9%, en raison des actions promotionnelles mises en œuvre par les maisons de jeux et loisirs et de la vigueur de la demande adressée aux cabinets médicaux suite à la grève du personnel des structures hospitalières publiques.

Evolution de l'activité de la sous branche des services rendus aux particuliers

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	17 204	17 868	3,9%

Sources : PMUG, SGJL, SGCL, Franstel, Médical Optique, Cabinet de groupe des médecins, Polyclinique El Rapha, SoGeHo, Casepaga, Gabosep, Labocolor.

II.13.3. Services immobiliers

Les services immobiliers ont affiché un chiffre d'affaires de 8 milliards de FCFA au premier semestre 2014, soit une augmentation de 3,7%. Cette évolution est imputable aux transactions locatives soutenues du fait de la demande importante en logements, conjuguée à la revalorisation des prix du loyer.

Evolution de l'activité de la sous branche des services immobiliers

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 679	7 963	3,7%

Sources : *SNI, AICI, AIL, Agences N°1.*

II.13.4. Services de réparation mécanique

A fin juin 2014, le chiffre d'affaires de la mécanique générale a chuté de 25% pour se situer à 5 milliards de FCFA, en raison de la concurrence vigoureuse des vendeurs informels de pièces détachées et de la contraction des commandes des principaux clients, notamment des sociétés privées.

Evolution de l'activité de la sous branche des services de mécanique générale

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 663	4 973	-25,4%

Sources : *Gabon Sprint Auto, ECIG, Bobinage Industriel Gabonais (BIG).*

II.14. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le secteur hôtellerie et restauration a enregistré des contreperformances au premier semestre 2014, en raison de la faiblesse du flux touristique, du non-achèvement des travaux de réhabilitation de certaines unités de dimension internationale et des effets néfastes de la grève des étudiants sur la restauration collective. Ainsi, le taux d'occupation a reculé de 6,4 points pour s'établir à 65,11%.

En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé a marqué un retrait de 9,9% à 33,6 milliards de FCFA et ce, malgré le relèvement des prix de la nuitée des chambres.

Evolution de l'activité hôtelière

	Premier semestre		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	37 279	33 584	-9,9%
Chambres occupées (en nombre)	61 685	72 121	16,9%
Taux d'occupation (en %)	71,47	65,11	-6,36 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	143 799	165 343	15,0%

Sources : *Rê-ndama, Okoumé palace, Mandji, Sodexo, MDO Services, GSS Gabon*

II. 15. LE SECTEUR BANCAIRE

Le secteur bancaire gabonais compte dix (10) banques en activité au 30 juin 2014.

II.15.1. La situation du bilan

Le total agrégé des bilans s'est situé à 2 757 milliards de FCFA, en progression de 14,9% en variation annuelle. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du volume des crédits octroyés.

II.15.2. Les opérations avec la clientèle

II.15.2.1. Les ressources collectées

Les ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) ont baissé de 1,3% à 1 240 milliards de FCFA par rapport à juin 2013. Elles ont représenté 59,0% du total des dépôts collectés contre 59,8% une année plus tôt.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle se sont chiffrées à 777 milliards de FCFA, soit 37,0% du total des dépôts, contre 36,2% par rapport à 2013. Elles ont ainsi augmenté de 4,5% sur la période, en rapport avec la propension à épargner des agents économiques du secteur privé.

Evolution des ressources par type de comptes (en millions de FCFA)

Types de comptes	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2014	2014/2013
Comptes à vue	955988	1 256 248	1 239 887	-1,3%
Compte à terme	680848	742957	776685	4,5%
Comptes de dépôts à régime spécial	16649	17929	18129	1,1%
Autres comptes	77949	74162	78385	5,7%
Dettes rattachées	7884	9075	7501	-17,3%
TOTAL DES DEPOTS	1 739 318	2 100 371	2 102 587	0,1%

Sources : Banques

Les dépôts publics ont suivi une tendance baissière (-11,7%) pour se situer à près de 243 milliards de FCFA alors que les dépôts des entreprises publiques ont augmenté de 7,7% et se sont établis à 33,7 milliards de FCFA.

Les dépôts du secteur privé non financier ont représenté 76,0% du total des dépôts effectués sur la période. Ils se sont chiffrés à 1596,9 milliards de FCFA, soit une baisse de 3,8% sur un an.

Evolution des dépôts par type de déposants (en millions de FCFA)

Dépôts de la clientèle	30/06/2012	30/06/2013	30/06/2014	2014/2013
Dépôts publics	122267	274736	242622	-11,7%
Dépôts des entreprises publiques	106157	31352	33701	7,5%
Dépôts privés	1 385 587	1 660 021	1596932	-3,8%
dépôts des non résidents	39474	51001	49200	-3,5%
dépôts non ventilés	85833	83237	180145	116,4%
TOTAL DES DEPOTS	1 739 318	2100 371	2 102 600	0,1%

Source : Banques

II.15.2.2. Les crédits distribués

Tirés par les crédits au secteur privé, le total des crédits bruts a progressé de 8,0% pour se situer à 1763 milliards de FCFA, au 30 juin 2014. Les crédits à l'Etat ont fortement chuté (-34,4%) suite à l'effort de désengagement de l'Etat vis-à-vis des banques primaires. Ils se sont ainsi élevés à 242 milliards de FCFA. A l'opposé, les crédits octroyés au secteur privé ont cru de 17,4% à 1323 milliards de FCFA, traduisant l'accompagnement du secteur productif au cours de la période sous-

revue. Ces crédits constituent en valeur relative 75,0% du total des crédits bruts distribués contre 69,0% douze mois plus tôt.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en millions de FCFA)

Crédits distribués	31/03/2012	30/06/2013	30/06/2014	2014/2013
Crédits à l'Etat	259071	370079	242635	-34,4%
crédits aux entreprises publiques	17666	64091	86568	35,1%
Crédits au secteur privé	900416	1 126 837	1322703	17,4%
Crédits au non résidents	74087	52483	87500	66,7%
Autres créances	20420	19037	23411	23,0%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 271 662	1 632 526	1 762 817	8,0%

Source : Banques

II.16. LES ACTIVITES DE MICROFINANCE

II.16.1. La configuration du secteur

Au 30 juin 2014, le secteur de la microfinance est animé par 9 EMF contre 10 en juin 2013, suite au retrait de l'agrément d'un établissement, l'EMF Général d'Epargne et de Crédit (GEC). Ils sont repartis comme suit : 2 EMF de première catégorie et 7 de deuxième catégorie.

II.16.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF

Les EMF déploient leurs activités à travers 53 agences (contre 48 en juin 2013) dont 90% sont installées en zone urbaine et principalement à Libreville et Port-Gentil.

Evolution des usagers et des effectifs

	juin 2013	juin 2014	variation
Usagers	62110	93017	49,8%
Effectifs	374	404	8%

Sources : établissements de microfinance/Cellule Microfinance

En dépit du recul du nombre d'EMF, la clientèle s'est accrue de 49,8%, pour s'établir à 93017, du fait de l'extension des activités.

S'agissant de l'emploi, les effectifs globaux du secteur ont été évalués à 374 agents contre 404 agents en 2013, soit une hausse de l'ordre de 8%, en raison de l'ouverture de nouvelles agences.

II.16.3. Capitaux propres et intermédiation financière

Evolution des ressources et des emplois

(en milliards de FCFA)	juin 2013	juin 2014	variation
Fonds propres	4,1	5,3	29,3%
Encours de dépôts	23,9	31,9	33,5%
Encours de crédits	16,1	22	36,6%

Source : établissements de microfinance/Cellule Microfinance

Les fonds propres de l'ensemble des établissements de microfinance ont été de 5,3 milliards de FCFA au 30 juin 2014 contre 4,1 milliards de FCFA en juin 2013, soit une progression de 29,3%. La consolidation de l'assise financière des sociétés anonymes explique cette évolution. Toutefois, les EMF de première catégorie restent sous capitalisés.

Parallèlement, les dépôts collectés se sont consolidés de 33,5% à 31,9 milliards de FCFA à fin juin 2014. Cette progression rapide atteste du dynamisme commercial des EMF Finam SA, Loxia et Express-Union, qui contrôlent aujourd'hui 85% du marché. On note toutefois, une prédominance des dépôts à vue qui représentent près de 80% de l'encours total des dépôts.

En augmentation de 35,8%, les crédits à la clientèle, constitués sous forme de concours de trésorerie, se sont chiffrés à 22 milliards de FCFA. Ils sont demandés par les commerçants et les petites et moyennes entreprises pour financer essentiellement les marchés publics et les matériels d'équipement.

II.17. LE SECTEUR ASSURANCE

L'encours des primes d'assurance émises sur le marché a augmenté de 1,3%, à 53,4 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 après 52,7 milliards à la même période en 2013. Cette croissance est principalement justifiée par le dynamisme de l'activité de la branche Non Vie qui s'est appréciée de 5,5%.

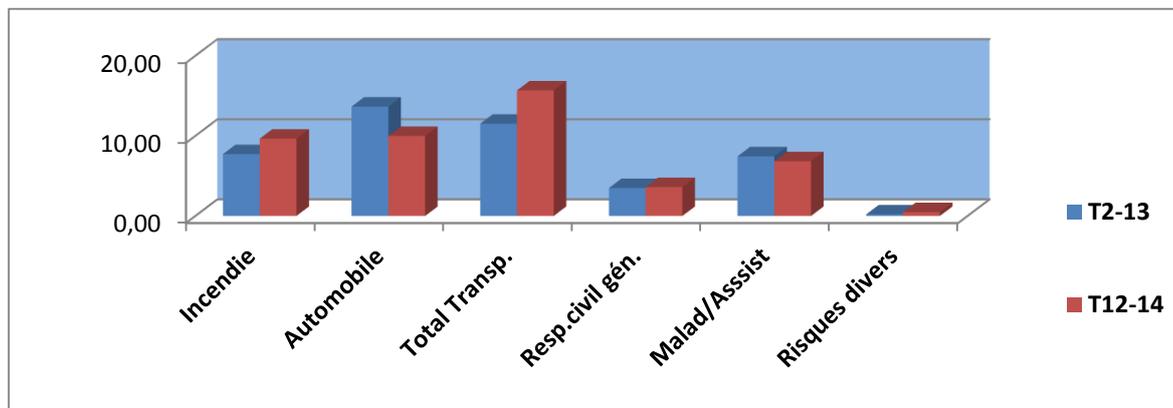
II.17.1. La Branche Non Vie

Elle regroupe les segments **Transports** (maritime, aérien et autres transports), **Incendie**, **Automobile**, **Responsabilité civile**, **Dommages aux biens**, **Accident individuel**, **Maladie**, **Assistance et Risques divers**. La branche non vie représente 87% du total des primes versées au niveau du marché. En effet, l'activité non vie a connu une évolution ascendante de 5,5% à 46,2 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 contre 43,8 milliards un an plus tôt, du fait de la progression des produits Total transports (+36%) et Incendie (+25%).

Les émissions du segment Total transports (maritimes aériens et autres transports) se sont situées à 15,7 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 après 11,5 milliards à la même période en 2013, soit une hausse de 36,5%, en liaison avec le relèvement des contrats des produits Autres transports et Transport aérien.

Le segment Incendie a connu une hausse de 26% pour atteindre 9,7 milliards de FCFA à fin juin 2014 contre 7,7 milliards de FCFA à fin juin 2013, suite à une amélioration des souscriptions. Sa contribution dans le portefeuille de la branche non Vie demeure importante, malgré la baisse de 27% enregistrée par le segment automobile dont le volume des primes est passé de 13,7 milliards à 10 milliards de FCFA à fin juin 2014.

Chiffre d'affaires de la branche Non Vie à fin juin 2013 et 2014
(en milliards de FCFA)

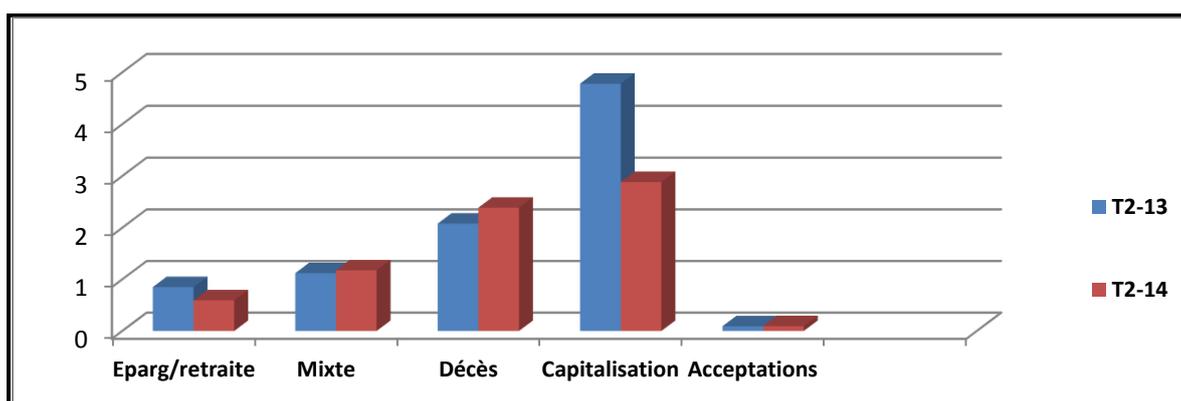


II.17.2. La Branche Vie

Elle est constituée des segments **Epargne/retraite, Mixte, Décès, Acceptations et Capitalisation**. Cette branche encore peu développée ne détient que 13% du montant global des primes collectées sur le marché.

Au terme du deuxième trimestre 2014, l'activité en assurance Vie s'est repliée de 20,2% à 7,1 milliards de FCFA après 8,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution est en liaison avec la régression du nombre de contrats, notamment la Capitalisation (-39,3% à 2,9 milliards de FCFA) et l'Epargne/retraite (-30,6% à 59 millions de FCFA).

Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 2^{ème} Trimestres 2013 et 2014
(en milliards de FCFA)



II.17.3. Les Sinistres réglés

Le coût global des sinistres payés s'est situé à 10,1 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 après 17,4 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une baisse de 42%. Ce repli résulte de la diminution de paiement des sinistres en assurance non Vie.

Pour la couverture des sinistres du segment non vie, les compagnies d'assurance ont versé 8,55 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 contre 1,54 milliard de FCFA à la même période en 2013.

Dans le même temps, au niveau du segment Vie, le montant global des sinistres réglés a décliné de 6,3% à 1,5 milliard de FCFA en 2014 après 1,6 milliard un an plus tôt.

Tableau récapitulatif de l'activité des compagnies d'assurance

en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Var %	Parts de marché T2-14	Sinistres réglés		Var %
	T2-13	T2-14			T2-13	T2-14	
Branches							
NON VIE	43,82	46,22	5,5%	87%	15,80	8,55	-45,9%
VIE	8,92	7,13	-20,1%	13%	1,64	1,54	-6,1%
Total Général	52,74	53,35	1,2%	100%	17,43	10,09	-42,1%

Source : les compagnies d'assurance

II.18. LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

A fin juin 2014, Bicibail Gabon, Finatra, et Alios Finance Gabon sont les trois (03) établissements Financiers recensés sur le marché. Le crédit-bail, le crédit automobile et le crédit équipement constituant leurs principales activités.

Le deuxième trimestre 2014 a été marqué par l'émission de l'emprunt obligataire d'Alios Finance Gabon, en vue de renforcer ses ressources pour un meilleur déploiement de son activité sur l'ensemble du territoire national. La concurrence des établissements de micro finance et le coût élevé des ressources sont les principaux défis de ces structures. Aussi, tous les indicateurs du bilan du secteur ont-ils été négatifs sur la période.

En effet, en fin juin 2014, on a noté une régression du volume des ressources (-12,0%) suite à la hausse des coûts des emprunts auprès du secteur bancaire. Ce qui a induit une réduction de 6% des emplois.

II.18.1. Les ressources

Les ressources se sont établies à 82,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 contre 93,8 milliards de FCFA en 2013 à la même période. Cette baisse résulte d'une augmentation des coûts de ressources sur le marché bancaire. Ce coût élevé des ressources a conduit l'un des établissements à émettre un emprunt obligataire sur le marché financier régional.

L'évolution des ressources au deuxième trimestre 2014

(en milliards de FCFA)	Deuxième trimestre 2013	Deuxième trimestre 2014	Variation 2014
Capital	19,1	17,9	-6,3%
Dettes bancaires	74,7	64,6	-13,5%
TOTAL	93,8	82,5	-12,0%

Source : établissements financiers

II.18.2. Les emplois

Les emplois ont diminué de 6,0% pour s'établir à 136,9 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 contre 145,6 milliards de FCFA à fin juin 2013.

Tous les postes de l'actif ont évolué à la baisse. En effet, l'encours des crédits a connu un retrait de 6,0%. Le crédit à court terme et le crédit à moyen terme ont respectivement fléchi de 12,5% et de 10,2%. La forte pression de la concurrence exercée par les établissements de micro finance a impacté négativement le crédit classique et conduit les établissements financiers à se concentrer sur le crédit-bail.

L'évolution des emplois

<i>(en milliards de FCFA)</i>	Deuxième trimestre 2013	Deuxième trimestre 2014	variation
Titre de participation	0,3	0,3	0%
Crédit à CT	3,2	2,8	-12,5%
Crédit à MT	52,7	47,3	-10,2%
Crédit à LT	0	0	0%
Crédit-Bail	89,4	86,5	-3,2%
TOTAL	145,6	136,9	-6,0%

Source : établissements financiers

Les investissements et les effectifs

L'investissement du secteur s'est élevé à 3,5 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014. Le montant consenti a été consacré aux travaux d'aménagement, à l'achat du matériel informatique et des biens immobiliers, ainsi qu'à l'acquisition de matériel roulant.

En ce qui concerne l'emploi et sur la période étudiée, les effectifs des établissements financiers se sont stabilisés à 121 agents.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU PREMIER SEMESTRE 2014

III.1. LES PRIX A LA CONSOMMATION

Globalement, l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) a progressé de 6,2% au premier semestre 2014 contre un recul de 0,4% sur la même période de l'année précédente. En glissement annuel, les prix ont cru de 7,5% contre 2,1% en juin 2013.

Cette augmentation des prix, observée au premier semestre 2014 est tirée principalement par la hausse des prix de certaines fonctions : produits alimentaires et boissons non alcoolisées, logement eau gaz et électricité (+12,2), Meubles, articles de ménages, entretien (+15,5), transport (+6,4%), Articles d'habillement et chaussures (+4,7%) et loisirs et culture (+6,3%).

La hausse des prix des produits alimentaires est davantage prononcée sur les fonctions poissons et fruits de mer (+13,6%), les viandes (+4,7%) et les légumes et tubercules (+4,5%). Ces augmentations prononcées des prix sont imputables à la raréfaction de ces produits sur le marché et par la hausse des cours internationaux.

La baisse des prix de communications provient de la politique concurrentielle du secteur, conduisant les opérateurs à réviser régulièrement à la baisse les coûts de l'appel téléphonique.

On observe, par ailleurs, une hausse de 6,4% des prix du transport au premier semestre 2014 par rapport à la même période de l'année précédente, bien qu'en réalité on note une stabilisation de cet indice depuis janvier 2014.

Evolution des Prix à la Consommation au premier semestre 2014

Regroupements	Pond	Variation trimestrielle (%)		Var Sem	Janvier - Juin				Glissement (%)
		T1	T2		Sem1	2013	2014	Moyenne (%)	
				2013				2014	
INDICE GLOBAL	10000	5.6	6.8	6.2	120.0	127.5	-0.4	6.2	7.5
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	3.2	4.0	3.6	131.0	135.7	1.7	3.6	4.4
Pains et céréales	673	-0.4	2.9	1.2	122.7	124.2	-0.2	1.2	0.7
Viandes	720	2.6	6.8	4.7	121.8	127.5	-4.0	4.7	9.7
Poissons et fruits de mer	446	8.3	19.0	13.6	160.4	182.2	2.7	13.6	11.6
Lait, fromage et œufs	243	-0.2	-1.8	-1.0	121.4	120.2	2.9	-1.0	3.3
Huiles et graisses	183	2.5	0.5	1.5	133.6	135.6	0.7	1.5	0.2
Légumes et tubercules	534	11.0	-1.9	4.5	141.1	147.4	3.0	4.5	1.8
Boissons alcoolisées et tabac	185	3.2	-0.4	1.4	116.5	118.1	0.2	1.4	-0.2
Articles d'habillement et chaussures	794	5.5	4.0	4.7	104.3	109.3	0.3	4.7	7.1
Logement, eau, gaz, électricité...	2053	10.0	14.5	12.2	126.3	141.7	-1.5	12.2	14.5
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	16.5	14.5	15.5	103.3	119.2	2.5	15.5	14.6
Santé	357	0.7	0.3	0.5	122.2	122.8	1.0	0.5	0.9
Transports	990	6.8	6.0	6.4	118.7	126.3	-3.1	6.4	6.0
Communications	355	-4.0	1.8	-1.2	102.2	101.0	-8.5	-1.2	3.0
Loisirs et cultures	503	6.3	6.4	6.3	99.8	106.2	-3.0	6.3	6.4
Enseignement	170	10.7	1.7	6.2	100.7	106.9	5.7	6.2	1.7
Restaurants et hôtels	466	-0.1	6.7	3.2	120.5	124.4	3.4	3.2	11.3
Biens et services divers	275	1.4	2.2	1.8	97.1	98.8	-0.5	1.8	2.7

Sources : DGS/DGEFF

L'observation de la progression de l'indice moyen des prix à la consommation depuis janvier 2014 montre que certains produits de première nécessité enregistrent de fortes valeurs. **Il s'agit principalement de certains produits alimentaires (graph 1) et de l'énergie (graph 2).** Ces évolutions ont des conséquences notables sur le pouvoir d'achat des foyers les plus modestes et sont susceptibles d'accélérer la paupérisation de populations déjà vulnérables.

Si aucune décision nouvelle n'est prise et sous l'hypothèse d'une stabilisation des prix à leur niveau de juin 2014, le taux d'inflation de l'année se situerait autour de 4,4%, largement au-dessus de la norme communautaire. Cette situation pourrait s'expliquer par les transferts importants destinés aux ménages (PIP, rappels de solde, pacte social, etc.).

III.2. L'EMPLOI

Au premier semestre 2014, les effectifs de l'Administration publique se sont situés à 104 130 agents contre 99 803 en 2013, soit une hausse de 4,3% répartie dans l'ensemble des administrations. Cette progression est consécutive aux recrutements de 3 576 agents de la fonction publique et 701 agents de la main-d'œuvre non permanente.

Sur les 701 agents de la main d'œuvre non permanente recrutés, 237 l'ont été à Libreville et 464 à l'intérieur du pays. Dans le même temps, les effectifs des collectivités locales ont stagné à 0,9% pour se situer à 5475 agents à fin juin 2014.

Evolution de l'emploi public

Effectifs du public	juin-13	juin-14	variation 14/13
Fonction publique	80 674	84 250	4,4%
Collectivités locales	5 425	5475	0,9%
MONP	13 704	14405	5,1%
Libreville	5369	5606	4,4%
Intérieur	8335	8799	5,6%
Total	99 803	104 130	4,3%

Source: DGB

La répartition de l'emploi public

L'emploi public comprend les employés de la fonction publique, les agents de la main-d'œuvre non permanente et ceux des collectivités locales. Au premier semestre 2014, les agents de la fonction publique ont représenté 81% des effectifs de l'emploi dans le secteur public, la main-d'œuvre non permanente 14% et les collectivités locales 5%.

Les effectifs de la fonction publique par département

Au premier semestre 2014, la fonction publique a employé 84 250 agents contre 80 674 en 2013, soit une hausse (4,4%). Cette augmentation provient principalement de l'évolution des agents des Pouvoirs publics (5,8%), de l'Administration Générale (5,3%), de l'Administration Economique (4,8%) et l'Administration de Développement (4,9%).

Evolution des effectifs de l'Administration centrale par département

Départements	Juin-13	juin-14	variation 14/13
POUVOIRS PUBLICS	23 812	25 190	5,8%
ADM.GENERALES	11 108	11 700	5,3%
ADM.ECONOMIQUES	7 090	7 431	4,8%
ADM.DU DEVELOPPEMENT	4 008	4 203	4,9%
ADM DES TRANSPORTS	1 295	1 345	3,9%
ADM.DE L'EDUCATION	21 704	22 530	3,8%
ADM.SOCIALES	11 530	11 723	1,7%
Autres	127	128	0,8%
TOTAL	80 674	84 250	4,4%

Source: DGB

III.3. LES SALAIRES

Au premier semestre 2014, la masse salariale de la fonction publique s'est accélérée de 24,02% pour atteindre 284,034 milliards de FCFA contre 229,007 milliards de FCFA au premier semestre 2013. Cette évolution est expliquée concomitamment par l'augmentation des rémunérations des postes : solde permanente (26,8%), collectivités locales (4,2%) et main-d'œuvre non permanente (1,1%).

Les traitements et salaires versés aux agents de l'Etat ont progressé de 24,0%, non seulement sous l'effet des recrutements mais également sous celui du paiement de la Prime d'Incitation à la Fonction Enseignante (PIFE) intervenu au mois de mai 2014 pour un montant de 19,252 milliards de FCFA alloué à 18 539 bénéficiaires. Dans le même temps, cette augmentation intègre le versement des présalaires des fonctionnaires, pour un montant de 1,889 milliard de FCFA ainsi que les glissements catégoriels.

Parallèlement, la masse salariale des collectivités locales a affiché une hausse de 4,2% passant de 12,0 milliards de FCFA à 12,5 milliards au premier semestre 2014. Cet accroissement s'explique par le réajustement du niveau des salaires au Revenu Minimum Mensuel fixé à 150.000 FCFA dans certaines collectivités locales à l'intérieur du pays.

Enfin, la masse salariale de la main-d'œuvre non permanente, a cru de 1,1%, pour s'établir à 14,046 milliards de FCFA au premier semestre 2014. Cette légère variation s'explique par le recrutement de 464 agents exerçant à l'intérieur du pays.

Evolution de la masse salariale au premier semestre 2014

En milliards de CFA	juin-13	juin-14	variation 14/13
Fonction publique	229,007	284,034	24,0%
Solde permanente	203,107	257,488	26,8%
MONP	13,9	14,046	1,1%
Collectivités locales	12,0	12,5	4,2%

Sources: DGB, DGST

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR

L'analyse des flux commerciaux entre le Gabon et le reste du monde présente, au terme du premier semestre 2014, un solde positif évalué à 1 362,3 milliards de FCFA. Cet excédent commercial est cependant, en diminution de 10,6% par rapport à 2013, en raison d'une baisse des exportations, plus importante que celle des importations.

L'évolution du solde commercial

En milliards de FCFA	Premier semestre			Var13/12	Var14/13
	2012	2013	2014		
Exportation FOB	2 456,78	2 397,51	2 217,29	-2,40%	-7,50%
Importation CAF	860,39	874,37	854,96	1,60%	-2,20%
Solde commercial	1 596,39	1 523,14	1 362,33	-4,60%	-10,60%
Taux de couverture	285,50%	274,20%	259,30%		

Source : DGDDI

III.4.1. Evolution des exportations en valeur

Au premier semestre 2014, les exportations ont été évaluées à 2 217,3 milliards de FCFA, s'inscrivant en baisse de 7,5% par rapport à 2013. Cette évolution est principalement justifiée par le recul des ventes de pétrole brut (-10,5%), en dépit de la légère augmentation du prix moyen du Brent (+1,3% à 108,9 dollars USD).

Parallèlement, les exportations de bois et de mines ont augmenté, respectivement de 63,9% et 6,5%.

Il convient de relever la part du pétrole brut dans les exportations de l'économie gabonaise. En effet, ce produit a représenté à lui seul 84% des exportations totales en valeur à fin juin 2014.

Les exportations en valeur

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids	Var14/13
	2012	2013	2014		
Pétrole brut	2 161,05	2 081,13	1 862,85	84,01%	-10,5%
Produits dérivés du pétrole	57,51	47,9	141,65	6,39%	195,7%
Manganèse	31,19	29,39	31,3	1,41%	6,5%
Bois sciés et ouvrages	85,4	77,68	127,33	5,74%	63,9%
Caoutchoucs naturels	15,21	16,26	9,98	0,45%	-38,6%
Or sous forme brute	5,75	10,63		-	-100,0%
Tabacs	4,63	3,04	0,07	0,00%	-97,6%
Ciments	0,75	1,83	0,65	0,03%	-64,7%
Poissons et produits de la pêche	0,87	0,28	0,71	0,03%	156,3%
Bières	0,18	0,14	0,15	0,01%	5,5%
Huile de palme	0,06	0	0,07	0,00%	-
Cacao en fèves et brisures, bruts	0,04	0	0,03	0,00%	-
Eaux minérales naturelles	0,01	0,04	0,00	0,00%	-99,80%
Autres	94,12	129,19	42,49	1,92%	-67,11%
Exportation totales	2 456,78	2 397,51	2 217,29	100,00%	-7,50%

Source : DGDDI

Par ailleurs, l'industrie du bois a amélioré ses performances en portant les ventes de bois sciés et d'ouvrage en bois à 127,3 milliards de FCFA contre 77,7 milliards de FCFA en 2013. Cette progression de 63,9% traduit les effets positifs de la mesure gouvernementale interdisant l'exportation de grumes depuis 2010.

III.4.2. Evolution des importations en valeur

Au premier semestre 2014, les importations du Gabon, en raison d'un repli des commandes de biens d'équipement (-22%), ont été orientées à la baisse, passant de 874,4 milliards de FCFA à fin juin 2013 à 855 milliards de FCFA à fin juin 2014.

En milliards de FCFA	Premier semestre			Var13/12	Var14/13
	2012	2013	2014		
Consommation finale	215,4	237,2	238,0	1,6%	0,4%
<i>dont produits alimentaires</i>	145,5	168,7	169,6	15,9%	0,5%
Biens d'équipement	391,5	417,7	326,0	6,7%	-22,0%
Consommation intermédiaire	253,5	219,6	291,0	-13,4%	32,5%
<i>dont Energie</i>	24,8	15,5	91,3	-37,4	-
Importations totales	860,4	874,4	855,0	1,6%	-2,2%

Source : DGDDI

La diminution des importations en valeur a été modérée, suite au relèvement des commandes des produits de consommation intermédiaires (+32,5%), en particulier ceux utilisés dans la production d'énergie, des biens sidérurgiques et dans les BTP.

Initialement établi à 15,5 milliards de FCFA à fin juin 2013, le montant consacré à l'achat des biens énergétiques a presque sextuplé au terme des six premiers mois de l'année 2014, pour répondre notamment, aux besoins de la Société d'Energie et d'Eau du Gabon. Parallèlement, les importations

de produits sidérurgiques et ceux destinés aux entreprises de construction ont respectivement augmenté de 11,9% et 2,5%, pour répondre aux besoins des chantiers de construction à travers le pays.

Les partenariats économiques

Au premier semestre 2014, 70% des échanges extérieurs du Gabon ont été réalisés avec 10 pays.

Les principaux clients du Gabon par pays

Les exportations du Gabon à destination de ses 10 premiers clients ont été évaluées à 1710,50 milliards de FCFA à fin juin 2014, ce qui représente 77,1% des ventes totales.

En neuvième position à fin juin 2013, la Chine, suite à une accélération de sa demande de produits gabonais, a occupé la première place en 2014, au cours de la même période. Elle est suivie au classement par le Japon, Trinidad et Tobago, l'Australie et les Etats-Unis.

Au cours des six premiers mois de l'année 2014, ces cinq pays ont représenté plus de la moitié des ventes du Gabon, soit 54,4%.

Evolution de la structure des ventes gabonaises au premier semestre 2014 par pays

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids en 2014	Var. 14/13
	2012	2013	2014		
Chine	73,62	92,83	355,12	16,02%	282,55%
Japon	242,81	185,53	259,93	11,72%	40,10%
Trinidad et Tobago	213,78	209,61	239,09	10,78%	14,06%
Australie	274,18	332,45	179,19	8,08%	-46,10%
Etats Unis	272,57	139,21	172,32	7,77%	23,78%
Inde	261,32	197,76	122,75	5,54%	-37,93%
Grande Bretagne	1,98	53,15	106,79	4,82%	100,92%
Indonésie	636,26	89,63	98,95	4,46%	10,40%
France	58,06	76,59	88,37	3,99%	15,38%
Italie	21,8	90,01	87,99	3,97%	-2,24%
Autres	400,40	930,74	506,79	22,86%	-45,55%
Exportations des 10 premiers clients	2056,38	1466,77	1710,50	77,14%	16,62%
Exportations globales	2 456,78	2 397,51	2 217,29	-2,40%	-7,50%
<i>Poids des 10 premiers clients</i>	<i>83,7%</i>	<i>61,2%</i>	<i>77,1%</i>		

Source : DGDDI

Les principaux fournisseurs du Gabon

La valeur des importations des dix premiers fournisseurs du Gabon a été de 618,7 milliards de FCFA à fin juin 2014, contre 874,3 milliards de FCFA enregistrés au cours de la même période l'année précédente.

La France demeure le premier fournisseur du Gabon. Il a absorbé, au cours de la période sous revue, de 220,5 milliards de FCFA de produits français, soit 25,8% des commandes totales du Gabon. Dans ce classement, la France devance la Belgique, la Chine et le Togo qui, à fin juin 2013, a occupé le 9^{ème} rang.

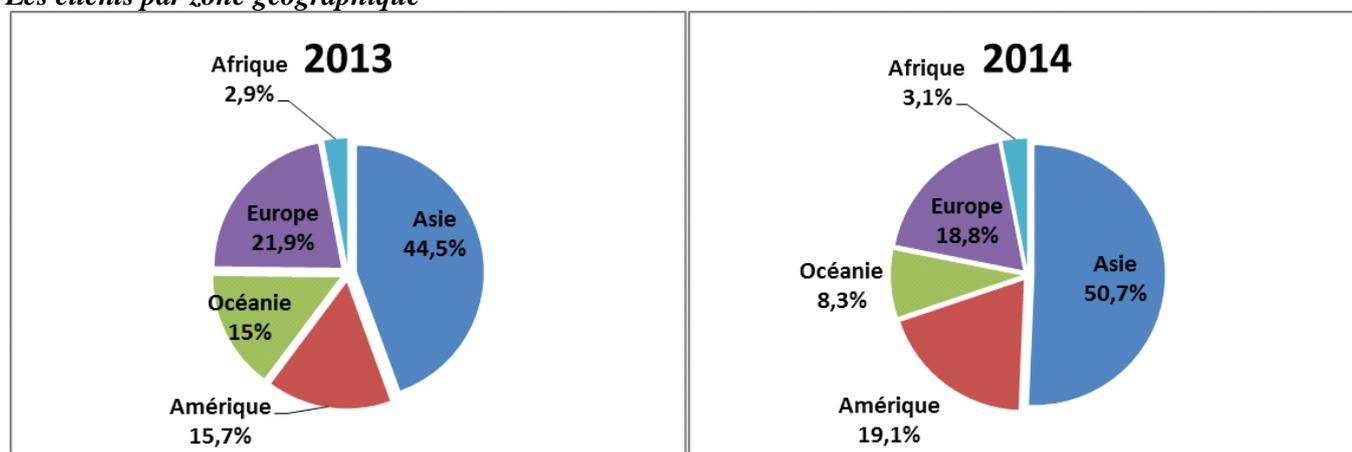
Evolution des importations gabonaises au premier semestre 2014 par fournisseurs

En milliards de FCFA	Premier semestre			Poids en 2014	Var. 14/13
	2012	2013	2014		
France	338,1	262,1	220,5	25,8%	-15,9%
Belgique	111,3	152,6	133,7	15,6%	-12,3%
Chine	56,7	85,7	75,5	8,8%	-11,9%
Togo	2,1	1,0	51,7	6,0%	-
Etats Unis	53,3	46,2	42,2	4,9%	-8,8%
Italie	36,0	24,3	24,4	2,9%	0,2%
Afrique du Sud	16,5	19,7	19,2	2,2%	-2,8%
Pays Bas	21	18,3	18,1	2,1%	-0,7%
Japon	15,3	11,0	16,9	2,0%	53,6%
Espagne	12,4	15,1	16,5	1,9%	9,5%
Autres	197,7	238,4	236,2	27,6%	-0,9%
Importations des 10 premiers fournisseurs	662,7	636,0	618,7	72,4%	-2,7%
Importations globales	860,4	874,4	855,0	1,60%	-2,2%
<i>Poids des 10 premiers fournisseurs</i>	<i>77,0%</i>	<i>72,7%</i>	<i>72,4%</i>		

Source : DGDDI

Par zone

L'Asie et l'Europe sont les deux continents ayant des liens commerciaux les plus riches avec le Gabon. L'Asie reste la première région d'accueil des produits gabonais, principalement constitués d'hydrocarbures et de minerais. Au premier semestre 2014, ce marché a absorbé 49,1% des ventes du Gabon, loin devant l'Amérique (19,1%) et l'Europe (18,6%) qui, jusqu'alors occupait la seconde place de ce classement.

Les clients par zone géographique

Source : DGDDI

III.5. LES FINANCES PUBLIQUES AU PREMIER SEMESTRE 2014

Compte tenu des changements intervenus sur le plan international, notamment la baisse du taux de change du dollar américain, et sur le plan national, le recul de la production pétrolière, la Loi de Finances Initiale (LFI) 2014 a connu des modifications en cours d'année et s'est soldée par l'adoption d'une Loi de Finances Rectificative (LFR).

III.5.1. L'équilibre budgétaire

Initialement prévu à 3335,6 milliards de FCFA, le budget de l'année 2014 révisé est arrêté à la somme de 2954,6 milliards de FCFA en ressources et en emplois. Il baisse de 381 milliards de FCFA, soit 11,4%.

Budget prévisionnel de l'Etat

(en milliards de FCFA)	LFI 2014	LFR 2014	Variations LFR2/LFI
<i>Nature des ressources</i>			
Recettes propres	2851,6	2634,6	-7,6%
Pétrole	1459,4	1321,9	-9,4%
Hors pétrole	1392,2	1312,7	-5,7%
Ressources d'emprunt	484	320	-33,8%
Total Ressources	3335,6	2954,6	-11,4%
<i>Nature des charges</i>			
Service dette	550	594,2	8%
Fonctionnement	1363,4	1222,8	-10,3%
Investissement	1322,2	627	-52,5%
Prêts et Avances	100	510,4	-
Total des charges	3335,6	2954,6	-11,4%

Source : DGB

Les ressources

Les ressources de l'Etat comprennent les ressources propres et les ressources d'emprunt. Les premières sont de 2634,6 milliards de FCFA, dont 1321,9 milliards de recettes pétrolières et 1312,7 milliards de FCFA de recettes hors pétrole. Elles diminuent de 7,6% par rapport aux prévisions initiales suite à une baisse des recettes pétrolières (-9,4%), résultant du repli de la production de pétrole dû au déclin naturel des champs matures.

Aussi, les recettes non pétrolières ont connu une diminution de 5,7% par rapport à la Loi de Finances Initiale (LFI). Cette contreperformance s'explique par le mauvais rendement de l'impôt sur les sociétés, de la baisse des recettes douanières liée au ralentissement de l'activité des services douaniers au premier trimestre 2014.

Dans la Loi de Finances Rectificative (LFR), les ressources d'emprunt se décomposent en tirages extérieurs (270 milliards) et en emprunt d'équilibre (50 milliards de FCFA). Elles fléchissent de 33,8% par rapport au budget initial pour s'établir à 320 milliards contre 484 milliards de FCFA. Ce fléchissement provient essentiellement de la déprogrammation de certains tirages, eu égard à la prise en compte des capacités de mobilisation de ces ressources.

Les emplois

En emploi, la révision à la baisse du budget a induit une diminution des dépenses d'investissement et de fonctionnement en dépit de l'accroissement du service de la dette.

En effet, la modification à la baisse du budget de l'Etat, a occasionné une diminution importante des *dépenses en capital* de 52,5%, suite à la prise en compte de la capacité réelle d'absorption des services.

Aussi, *les dépenses de fonctionnement*, ont reculé de 10,3% du fait de la baisse :

- des dépenses liées aux ‘biens et services ‘ suite à l’ajustement nécessaire de certains postes de dépenses et la poursuite de la réduction du train de vie de l’Etat ;
- des dépenses liées aux ‘transferts et subventions’ suite à la réduction de la subvention allouée à SOGARA qui passe globalement de 153,3 à 114,5 milliards de FCFA.

En revanche, *les prêts et avances* sont passés de 100 milliards à 510,4 milliards de FCFA par rapport à la loi de finances initiale, soit une hausse nette 410,4 milliards de FCFA. Cet accroissement résulte du paiement des arriérés de solde, de la rétribution de la Prime d’Incitation à la Performance (PIP), du remboursement de la TVA et du paiement des autres arriérés.

III.5.2. L’exécution du budget à fin juin 2014

Au premier semestre 2014, l’exécution du budget a dégagé un excédent primaire de 406,3 milliards de FCFA, en hausse de 88,7% comparativement à l’année précédente de la même période. Ce solde résulte principalement de l’amélioration des recettes hors pétrole.

Le solde base engagement a progressé de 95,2% pour s’établir à 327,5 milliards de FCFA à fin juin 2014. Dans le même temps, le solde base caisse s’est situé à 14,3 milliards en 2014 contre 158,6 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 91,0%.

III.5.2.1. L’exécution des recettes budgétaires

Globalement les recettes budgétaires à fin juin 2014 ont connu une légère hausse de 0,8%, consécutive au dynamisme du secteur hors pétrole, malgré la baisse continue des recettes pétrolières.

Les recettes pétrolières

Les effets de la fermeté du prix du pétrole ont été annihilés par le déclin progressif des champs vieillissants et la baisse du taux de change du dollar américain. De ce fait, les recettes pétrolières ont été recouvrées à hauteur de 629,9 milliards contre 677,3 milliards de FCFA au premier semestre 2013, soit une baisse de 7%.

Les recettes hors pétrole

Les revenus du secteur hors pétrole sont essentiellement composés des impôts et taxes directs, des impôts et taxes indirects et des recettes douanières. Ces revenus enregistrent une hausse de 17,6% pour se situer à 706,6 milliards de CFA. Cette hausse est imputable à un meilleur recouvrement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (+61,5%), de l’impôt sur le revenu des personnes physiques (21,3), des autres taxes sur les biens et services (+13,8) et de l’impôt sur les sociétés nonobstant la baisse des recettes douanières (-9,6).

III.5.2.2. L’exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses primaires se décomposent en dépenses de fonctionnement, d’investissement, des prêts nets, des comptes spéciaux et des autres dépenses hors paiement d’intérêts sur la dette.

Contrairement aux recettes budgétaires, les dépenses primaires à fin juin 2014 ont baissé de 16% pour s'établir 948 milliards de FCFA. En dehors du poste "prêts nets", toutes les autres dépenses primaires ont régressé, conformément aux prescriptions de la Loi de Finances Rectificative (LFR) 2014.

Evolution des soldes

(En milliards de Francs CFA)	Fin juin 2013	Fin juin 2014	Variations En %
Recettes pétrolières	677,3	629,9	-7,0%
Recettes hors pétrole	600,8	706,6	17,6%
Recettes comptes spéciaux	65,5	17,7	-73,0%
Recettes totales	1 343,6	1 354,3	0,8%
Dépenses de fonctionnement	740,3	608,8	-17,8%
Dépenses d'investissement	400,4	308,3	-23,0%
Prêts nets	-71,3	6,8	-
Comptes spéciaux	15,4	13,8	-10,6%
Autres dépenses (FER, Prises en Charge EEPP, Dons de capital)	43,5	10,3	-76,3%
Total dépenses primaires	1 128,3	948,0	-16,0%
Solde primaire	215,3	406,3	88,7%
Solde base engagement	167,8	327,5	95,2%
Solde base caisse	158,6	14,3	-91,0%

Sources : DGB, DGST

III.6. LA DETTE PUBLIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2014

III.6.1. L'évolution des règlements

Au terme des six premiers mois de l'année 2014, le paiement de la dette publique a porté sur un montant de 164,1 milliards de FCFA. Par rapport à la même période de l'année précédente, ce règlement est en hausse de 13,1% en liaison avec l'accroissement du règlement de la dette intérieure.

Le règlement de la dette extérieure a été consacré principalement au paiement de la dette commerciale (47,3%) et de la dette envers les marchés financiers (25,6%). Par rapport à la même période en 2013, le paiement de la dette extérieure a enregistré un repli de 13,9% du fait de la baisse du règlement des dettes commerciale et multilatérale.

Quant à la dette intérieure, son service a porté pour 76,1% au règlement de la dette envers les marchés financiers et 15,4% à celui de la dette bancaire, essentiellement. Par rapport au premier semestre 2013, le règlement de la dette intérieure a plus que doublé. Cette hausse résulte essentiellement de la mobilisation de 44,0 milliards de FCFA pour honorer aux engagements envers les marchés financiers.

Evolution du règlement de la dette

(E milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)
	2013	2014	
Dette extérieure	123,5	106,3	-13,9
Multilatérale	16,4	13,2	-19,8
Bilatérale	14,8	15,7	6,0
Commerciale	74,2	50,3	-32,3
Marché financier International	18,1	27,2	50,0
Dette intérieure	21,5	57,8	168,4
Bancaire	5,3	8,9	69,4
Moratoires	11,6	3,9	-66,4
Divers	4,7	1,0	-78,7
Marché financier Régional		44,0	
Total	145,1	164,1	13,1

Source : Direction Générale de la Dette

III.6.2. L'évolution des tirages sur financements extérieurs

Les décaissements sur emprunts extérieurs se sont élevés à 100,7 milliards de FCFA. Ils ont connu une augmentation de 56,1% par rapport à leur niveau au premier semestre 2013. Cet accroissement provient de la hausse conjointe des tirages multilatéraux et bilatéraux, en dépit du recul des décaissements commerciaux.

Evolution des tirages sur financements extérieurs

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)
	2013	2014	
Multilatéraux	8,2	29,2	-
BDEAC	0,1	6,1	-
BAD	6,3	23,1	-
BID	1,8		
Bilatéraux	10,0	47,2	-
<i>Club de Paris</i>	8,0	9,6	20,2
France	8,0	9,6	20,2
<i>Non Club de Paris</i>	2,0	37,5	-
Koweït		0,4	
Chine	2,0	37,2	-
Commerciaux	46,3	24,3	-47,5
Autriche	34,2	20,0	-41,3
Espagne		2,4	
France	12,1	1,8	-85,2
Total	64,5	100,7	56,1

Source : Direction Générale de la Dette

Au cours du premier semestre 2014, 46,8% des décaissements ont été effectués auprès des bailleurs de fonds bilatéraux. Ces décaissements sont en augmentation par rapport au niveau effectué au premier semestre de l'année précédente. Ils ont été mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement, du Fonds koweïtien et de EximBank China. Les projets ayant bénéficié de ces financements sont (1) la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane, (2) le Plan National de Développement Sanitaire, (3) le projet de développement agricole, (4) l'Assainissement de la ville de Port-Gentil, (5) l'aménagement des aéroports, (6) le transport d'énergie électrique et (7) la route Pog/Omboué/Booué.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux représentent 29,0% du total des tirages du semestre. Ces décaissements proviennent de la Banque Africaine de Développement et de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale. Ils ont été orientés vers (1) le Programme routier phase 1, (2) l'Appui au Secteur Pêche et (3) l'Aménagement des bassins versants.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds commerciaux représentent 24,1% du total des décaissements du semestre. Ces décaissements proviennent de la Société Générale, de la Deutsche bank et de Unicredit. Ils ont été orientés vers (1) l'achat du matériel de communication, (2) le projet Axe Routier PK 12-Bifoun, (3) le projet CHU Mère-Enfant et (4) le projet de Centre Hospitalier Universitaire phase 2.

III.6.3. L'évolution du stock

Le stock de la dette publique du Gabon a augmenté de 54,1% au premier semestre 2014. Cet encours a atteint 2417,7 milliards de FCFA contre 1568,9 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Cette évolution est imputable à la hausse conjointe des dettes extérieure et intérieure.

La dette extérieure croit de 50,5% suite au renforcement des engagements nets sur l'ensemble des composantes. La dette intérieure, quant à elle, augmente de 119,0% du fait de l'accroissement de la quasi-totalité des composantes. La structure du portefeuille de la dette publique est de 92,4% de dette extérieure et 7,6% de dette intérieure contre 94,7% de dette extérieure et 5,3% de dette intérieure au premier semestre de l'année 2013.

Evolution du stock de la dette

(En milliards de FCFA)	Premier semestre		Variations (%)
	2013	2014	
Dette extérieure	1485,5	2235,1	50,5
Multilatérale	244,0	283,9	16,4
Bilatérale	363,5	506,9	39,5
Commerciale	437,6	602,1	37,6
Marché financier International	440,4	842,1	91,2

Dettes intérieures	83,4	182,7	119,0
Bancaire		67,8	
Moratoires	44,6	75,9	70,1
Divers	25,2	13,5	-46,5
Marché financier Régional	13,6	25,5	87,7
Total	1568,9	2417,7	54,1

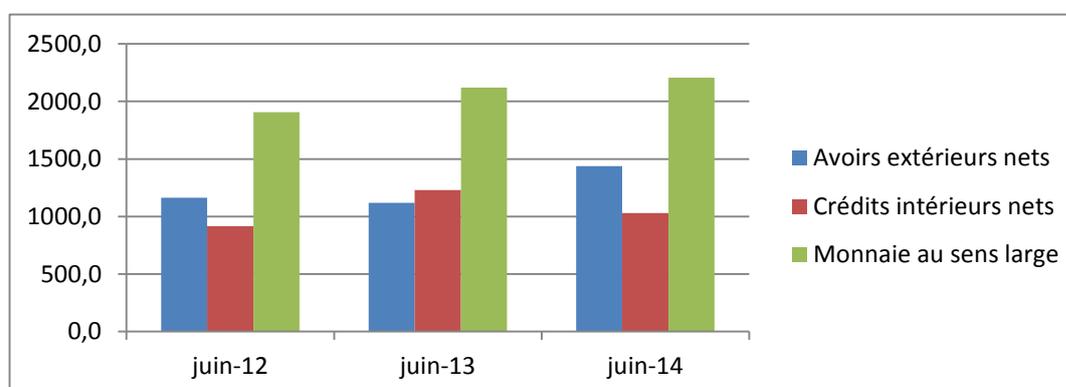
Source : Direction Générale de la Dette

III.7. LA SITUATION MONETAIRE

Au cours du deuxième trimestre 2014, les principaux taux directeurs de la BEAC ont été fixés ainsi qu'il suit : TIAO à 2,95%, TIPP à 5,75% et TISP à 0,6%.

Au Gabon, la situation monétaire large est particulièrement marquée par une augmentation de la masse monétaire (4%), des avoirs extérieurs nets (28,3%) et un amenuisement du crédit intérieur (17,6%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



III.7.1. Les principaux agrégats monétaires

III.7.1.1. La masse monétaire (M2)

Au deuxième trimestre 2014, la masse monétaire a progressé de 4% à 2206,8 milliards de FCFA, en liaison avec l'appréciation des avoirs extérieurs nets (28,3%). Au niveau de ses composantes, la circulation fiduciaire et les dépôts se sont respectivement accrus de 25,1% et de 0,6%.

La quasi-monnaie s'est repliée de 4,9% à 776,8 milliards de FCFA en juin 2014, en rapport avec la propension à épargner des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé et les ménages.

III.7.1.2. Les ressources extra-monétaires

Elles se sont confortées de 14% à 258,2 milliards de FCFA en juin 2014, tirées par le renforcement de 12,2% des fonds propres qui atteignent 330,3 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2014 alors que les autres postes nets régressent à -72 milliards.

III.7.2. Les contreparties de la masse monétaire

Au cours de la période sous revue, les contreparties des ressources monétaires se sont raffermies de 5% à 2465 milliards de FCFA, du fait de la hausse des avoirs extérieurs nets (28,3%).

III.7.2.1. Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont consolidés de 28,3% à 1436,6 milliards de FCFA en juin 2014. Cette évolution est attribuable à la hausse concomitante des avoirs extérieurs nets de la Beac (27,3% à 1329,6 milliards de FCFA en juin 2014) et des banques primaires (43% à 107 milliards de FCFA en juin 2014).

Au niveau de la Banque Centrale, la hausse des réserves officielles nettes est liée à la forte progression des autres créances et avoirs en devises (75% à 710 milliards de FCFA sur la période de référence). Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a gagné 0,9 point pour s'établir à 90,1% en juin 2014.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets

Trimestre	avr-13	mai-13	juin-13	avr-14	mai-14	juin-14	var 06-14/06-13
Avoirs extérieurs nets	1195,0	1097,2	1119,5	1529,4	1466,8	1436,6	28,3%
Banque centrale	1036,7	1057,3	1044,7	1415,0	1322,2	1329,6	27,3%
Banques commerciales	158,3	39,9	74,8	114,4	144,6	107,0	43,0%

Source : Beac

III.7.2.2. Le crédit intérieur

Au deuxième trimestre, le crédit intérieur a connu un amenuisement de 16,3% à 1028,4 milliards de FCFA, consécutivement à la forte baisse des créances nettes sur l'Etat (passant de -65,9 milliards de FCFA en juin 2013 à -439 milliards de FCFA un an plus tard).

Evolution du crédit intérieur

Trimestre	avr-13	mai-13	juin-13	avr-14	mai-14	juin-14	var 06-14/06-13
	(en milliards de FCFA)						

Crédits intérieurs nets	1190,1	1212,3	1228,6	969,2	967,6	1028,4	-16,3%
Créances nettes sur l'Etat	-109,0	-72,2	-65,9	-483,2	-460,7	-439,0	-
Créances sur le reste de l'économie	1299,1	1284,5	1294,5	1452,4	1428,3	1467,4	13,4 %

Source : Beac

III.7.2.2.1. Les créances sur l'économie

Elles se sont consolidées de 13,4% à 1467,4 milliards de FCFA en juin 2014, tirées par la hausse des crédits consentis au secteur privé non financier (11,5%). L'analyse par terme révèle une prédominance des crédits à court (49,4%) et moyen terme (48,4%).

III.7.2.2.2. Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette créditrice de l'Etat en juin 2014 s'est chiffrée à -439 milliards contre -65,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution traduit un effort de désendettement de l'Etat envers le système bancaire. Ainsi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est améliorée (passant de 43,8 milliards en juin 2013 à -238,1 milliards de FCFA en juin 2014).

IV. LA POLITIQUE MONETAIRE

La politique monétaire de la Beac au deuxième trimestre 2014 repose sur la reconduction de l'objectif de refinancement des banques, l'abaissement du TIAO, la stabilité des autres taux directeurs et la politique des réserves obligatoires.

IV.1. L'action sur la liquidité bancaire

La situation du marché interbancaire est caractérisée par un excès de liquidité de la majorité des établissements de crédits. Par conséquent, l'Institut d'Emission a maintenu l'objectif de refinancement de 2 milliards de FCFA.

IV.2. La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 8 juillet 2014 a décidé d'infléchir davantage l'orientation de la politique monétaire en abaissant le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) de 30 points de base tout en reconduisant les autres taux d'intervention.

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	5,75%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	3,25%

Par ailleurs, les taux d'intérêt sur les placements ont été reconduits et fixés ainsi qu'il suit :

Placements à 7 jours	0,60%
Placements à 28 jours	0,60%+1/16 de point
Placements à 84 jours	0,60%+2/16 de point

IV.3. La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques et se présentent comme suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

CONCLUSION

A la fin du premier semestre de l'année 2014, les perspectives de l'économie gabonaise restent positives en dépit de la poursuite de la baisse dans le secteur pétrolier et des difficultés observées dans les secteurs comme le BPT.

L'exécution du budget issu de la Loi de Finances Rectificative bien qu'en baisse, devrait permettre de relancer au cours du second semestre les activités des secteurs dépendant de la commande publique.

L'accélération des performances du secteur bois liée à la mise sur le marché de la production de nouveaux opérateurs comme la SNBG et l'entrée en production prochaine des usines de transformation de manganèse et des première unités sur la zone économique de Nkok, sont des signes du succès de la politique de diversification amorcée depuis 2010.

Toutefois, une attention particulière devrait être apportée à l'évolution de l'inflation, au regard de l'évolution de l'indice des prix au cours du premier semestre.

ANNEXES

Tableau 1 : PIB ressources à prix constant 2010-2013

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	1236.5	1236.5	1199.1	1206.1
Agriculture, Elevage, Pêche	185.7	189.9	198.6	205.7
Agriculture	144.9	150.8	157.7	163.4
Vivrière	131.2	136.6	142.9	148.3
Rente	13.7	14.2	14.9	15.1
Chasse et Elevage	15.5	16.1	15.6	15.9
Pêche	25.2	22.9	25.3	26.3
Exploitation forestière	47.1	46.8	53.8	55.3
Pétrole brut	855.4	834.9	799.8	757.6
Mines	148.3	165.0	146.8	187.5
Secteur secondaire	790.0	917.3	960.7	1030.0
Industries agro-alimentaires, boissons	79.7	84.8	90.6	94.6
Industrie du bois	40.5	49.4	57.2	55.6
Autres industries	105.6	97.2	108.3	110.7
Raffinage	33.1	35.0	27.3	29.5
Electricité, Eau	27.6	29.0	30.8	32.6
BTP	151.7	254.9	248.8	280.4
Recherche, services pétroliers	351.7	367.2	397.7	426.7
Secteur tertiaire	1091.7	1189.8	1313.4	1425.9
Transports & Communications	295.4	316.0	351.1	387.0
Transport	119.8	132.1	135.7	148.9
Communications	175.6	184.0	215.4	238.0
Services	600.0	670.2	743.2	804.2
Commerce	192.6	199.2	214.2	229.5
Services bancaires, assurances	3.7	4.5	4.9	5.3
SIFIM				
Services non marchands	645.3	689.6	767.3	813.2
Education	76.3	80.2	87.8	86.1
Santé	44.3	46.2	49.9	49.7
Autres services non marchands	524.8	563.1	629.5	677.4
PIB au coût des facteurs	3763.5	4033.2	4240.4	4475.2
DTI et TVA	344.0	365.4	389.5	413.2
PIB au coût du marché	4107.5	4398.6	4629.9	4888.5
Pour mémoire:				
PIB total	4107.5	4398.6	4629.9	4888.5
PIB pétrole	855.4	834.9	799.8	757.6
PIB hors pétrole	3252.1	3563.7	3830.1	4130.9

Source : DGEPPF

Tableau 2 : PIB ressources à prix courant 2010-2013

PIB: Ressources à prix courant (En milliards de franc CFA)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	2613.9	3436.7	3309.7	3048.0
Agriculture, Elevage, Pêche	209.3	225.5	224.5	227.7
Agriculture	166.3	174.1	165.5	166.9
Vivrière	144.2	138.6	137.4	143.6
Rente	22.1	35.5	28.1	23.4
Chasse et Elevage	17.7	16.6	17.2	18.1
Pêche	25.2	34.9	41.7	42.7
Exploitation forestière	66.2	62.4	63.0	62.4
Pétrole brut	2007.2	2801.5	2942.9	2647.4
Mines	331.3	347.4	79.3	110.4
Secteur secondaire	991.7	1454.4	1425.5	1631.1
Industries agro-alimentaires, boissons	83.4	113.2	122.8	132.1
Industrie du bois	41.6	54.4	58.0	54.2
Autres industries	159.2	216.1	254.3	263.5
Raffinage	21.5	58.0	45.7	49.8
Electricité, Eau	52.5	60.9	66.6	70.3
BTP	265.6	438.4	472.2	565.2
Recherche, services pétroliers	367.9	513.5	405.9	496.0
Secteur tertiaire	1571.5	1865.9	2015.7	2212.1
Transports & Communications	332.5	375.1	409.8	439.4
Transport	203.7	236.5	261.1	297.2
Communications	128.7	138.5	148.7	142.1
Services	861.3	1064.1	1126.9	1250.9
Commerce	320.6	352.9	398.8	435.1
Services bancaires, assurances	57.2	73.8	80.2	86.7
SIFIM				
Services non marchands	816.1	865.2	989.0	1063.4
Education	109.0	113.1	130.2	138.9
Santé	64.3	66.6	71.7	77.6
Autres services non marchands	642.8	685.5	787.1	846.9
PIB au coût des facteurs	5993.3	7622.2	7739.8	7954.5
DTI et TVA	386.9	390.0	412.5	457.6
PIB au coût du marché	6380.2	8012.2	8152.3	8412.1
Pour mémoire:				
PIB total	6380.2	8012.2	8152.3	8412.1
PIB pétrole	2007.2	2801.5	2942.9	2647.4
PIB hors pétrole	4373.0	5210.7	5209.4	5764.7

Source : DGEPPF

Tableau 3 : Evolution du PIB à prix constant (en volume) 2010-2013

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	11.0%	0.0%	-3.0%	0.6%
Agriculture, Elevage, Pêche	3.7%	2.2%	4.6%	3.6%
Agriculture	4.6%	4.0%	4.6%	3.6%
Vivrière	4.7%	4.1%	4.6%	3.8%
Rente	3.9%	3.2%	4.8%	1.7%
Chasse et Elevage	16.6%	4.0%	-3.6%	2.5%
Pêche	-7.5%	-9.1%	10.4%	4.0%
Exploitation forestière	-33.1%	-0.8%	15.0%	2.8%
Pétrole brut	5.2%	-2.4%	-4.2%	-5.3%
Mines	190.1%	11.3%	-11.0%	27.7%
Secteur secondaire	10.0%	16.1%	4.7%	7.2%
Industries agro-alimentaires, boissons	2.1%	6.3%	6.9%	4.4%
Industrie du bois	35.2%	21.8%	15.9%	-2.8%
Autres industries	0.5%	-8.0%	11.5%	2.2%
Raffinage	48.6%	5.8%	-22.1%	8.1%
Electricité, Eau	9.1%	4.9%	6.4%	5.9%
BTP	23.3%	68.0%	-2.4%	12.7%
Recherche, services pétroliers	5.2%	4.4%	8.3%	7.3%
Secteur tertiaire	4.7%	9.0%	10.4%	8.6%
Transports & Communications	5.3%	7.0%	11.1%	10.2%
Transport	3.9%	10.2%	2.7%	9.8%
Communications	6.3%	4.8%	17.1%	10.5%
Services	5.4%	11.7%	10.9%	8.2%
Commerce	2.7%	3.4%	7.6%	7.1%
Services bancaires, assurances	-34.8%	21.2%	9.5%	8.5%
SIFIM				
Services non marchands	4.8%	6.9%	11.3%	6.0%
Education	3.9%	5.2%	9.5%	-2.0%
Santé	3.9%	4.4%	7.9%	-0.3%
Autres services non marchands	5.1%	7.3%	11.8%	7.6%
PIB au coût des facteurs	7.8%	7.2%	5.1%	5.5%
DTI et TVA	-2.9%	6.2%	6.6%	6.1%
PIB au coût du marché	6.8%	7.1%	5.3%	5.6%
Pour mémoire:				
PIB total	6.8%	7.1%	5.3%	5.6%
PIB pétrole	5.2%	-2.4%	-4.2%	-5.3%
PIB hors pétrole	7.3%	9.6%	7.5%	7.9%

Source : DGEPEF

Tableau 4 : PIB Emplois à prix constant 2010-2013

PIB: Emplois à prix constant (En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Pib total	4 107.5	4 398.6	4 629.9	4 888.5
<i>Pib pétrole</i>	855.4	834.9	799.8	757.6
<i>Pib hors pétrole</i>	3252.1	3563.7	3830.1	4130.9
Importations totales	1 330.4	1 497.4	1 617.0	1 756.5
<i>Biens</i>	1 004.4	1 145.8	1 244.2	1 349.0
<i>Consommations</i>	283.0	303.6	328.0	347.8
<i>Equipements</i>	253.9	362.7	422.6	474.1
<i>Intermédiaires</i>	467.6	479.6	493.5	527.0
<i>Services</i>	325.9	351.6	372.8	407.5
Total des ressources	5 437.9	5 896.0	6 246.9	6 644.9
Consommation totale	2 518.6	2 695.7	2 955.8	3 149.5
Ménages	1 701.7	1 812.5	1 972.0	2 131.3
Administrations	817.0	883.1	983.8	1 018.2
Investissement total	1 141.0	1 269.6	1 454.9	1 671.6
Formation brute de capital fixe	1 221.0	1 284.6	1 454.9	1 656.3
Administration	577.4	709.3	888.6	824.6
Secteur privé	643.6	575.3	566.3	831.7
<i>Pétrole</i>	309.2	252.7	284.8	393.3
<i>Hors pétrole</i>	334.4	322.6	281.5	438.4
Variation des stocks	-80.0	-15.0	0.0	15.4
Exportations	1 778.3	1 930.8	1 836.2	1 823.8
Biens	1 732.5	1 871.5	1 771.5	1 757.2
<i>Pétrole</i>	1 186.0	1 254.2	1 200.5	1 137.2
Hors pétrole	546.5	617.3	571.1	620.0
<i>Rentes</i>	135.1	77.7	72.7	73.9
<i>Mines</i>	299.1	337.3	290.5	348.6
<i>Bois transformé</i>	112.3	202.2	207.9	197.5
<i>Produits manufacturiers</i>				
Services	45.8	59.3	64.7	66.6
Total des emplois	5 437.9	5 896.0	6 246.9	6 644.9

Source : DGEPPF

Tableau 5 : PIB Emplois à prix courant 2010-2013

PIB: Emplois à prix courant (En milliards de f CFA)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Pib total	6 380.2	8 012.2	8 152.3	8 412.1
<i>Pib pétrole</i>	2007.2	2801.5	2942.9	2647.4
<i>Pib hors pétrole</i>	4373.0	5210.7	5209.4	5764.7
Importations totales	2 143.9	2 108.2	2 362.1	2 589.6
<i>Biens</i>	1 703.1	1 641.4	1 850.7	2026.7
<i>Consommations</i>	347.5	420.6	511.7	546.3
<i>Equipements</i>	472.2	606.4	747.2	844.0
<i>Intermédiaires</i>	883.4	614.4	591.8	636.3
<i>Services</i>	440.8	466.8	511.4	562.9
Total des ressources	8 524.1	10 120.4	10 514.5	11 001.7
Consommation totale	3 031.2	3 250.7	3770.3	4063.3
Ménages	1 985.4	2 141.9	2394.0	2600.0
Administrations	1 045.8	1 108.8	1376.3	1463.3
Investissement total	1 995.0	2 188.5	2 092.5	2 632.3
Formation brute de capital fixe	1 995.0	2 176.0	2 127.5	2 604.0
Administration	847.4	919.8	995.4	981.0
Secteur privé	1 147.6	1 256.2	1 132.1	1 623.0
<i>Pétrole</i>	745.9	789.8	637.3	867.3
<i>Hors pétrole</i>	401.7	466.4	494.7	755.7
Variation des stocks	0.0	12.5	-35.0	28.2
Exportations	3 497.9	4 681.3	4 651.7	4 306.2
Biens	3 431.2	4 622.7	4 589.0	4 239.6
<i>Pétrole</i>	2 510.9	3 736.3	3684.9	3315.3
<i>Hors pétrole</i>	920.2	886.4	904.2	924.4
<i>Rentes</i>	431.6	328.3	377.0	313.3
<i>Mines</i>	371.6	387.5	328.7	429.9
<i>Bois transformé</i>	117.0	170.6	198.5	181.2
<i>Produits manufacturiers</i>				
Services	66.7	58.6	62.7	66.5
Total des emplois	8 524.1	10 120.4	10 514.5	11 001.7

Source : DGEFP

Tableau 6 : Evolution du PIB Emplois à prix constant 2010-2013

PIB: Emplois à prix constant (En milliards de franc CFA, Prix = 2001)	HISTORIQUE			
	2010	2011	2012	2013
Pib total	6.8%	7.1%	5.3%	5.6%
<i>Pib pétrole</i>	5.2%	-2.4%	-4.2%	-5.3%
<i>Pib hors pétrole</i>	7.3%	9.6%	7.5%	7.9%
Importations totales	6.0%	12.6%	8.0%	8.6%
<i>Biens</i>	4.7%	14.1%	8.6%	8.4%
<i>Consommations</i>	2.1%	7.3%	8.1%	6.0%
<i>Equipements</i>	9.3%	42.8%	16.5%	12.2%
<i>Intermédiaires</i>	3.8%	2.6%	2.9%	6.8%
<i>Services</i>	10.6%	7.9%	6.0%	9.3%
Total des ressources	6.6%	8.4%	6.0%	6.4%
Consommation totale	5.8%	7.0%	9.6%	6.6%
Ménages	7.5%	6.5%	8.8%	8.1%
Administrations	2.3%	8.1%	11.4%	3.5%
Investissement total	6.4%	11.3%	14.6%	14.9%
Formation brute de capital fixe	14.5%	5.2%	13.3%	13.8%
Administration	77.4%	22.8%	25.3%	-7.2%
Secteur privé	-13.1%	-10.6%	-1.6%	46.9%
<i>Pétrole</i>	-24.1%	-18.3%	12.7%	38.1%
<i>Hors pétrole</i>	0.4%	-3.5%	-12.8%	55.7%
Variation des stocks	-1331.4%	-81.3%	-100.0%	
Exportations	8.1%	8.6%	-4.9%	-0.7%
Biens	8.6%	8.0%	-5.3%	-0.8%
<i>Pétrole</i>	-2.4%	5.7%	-4.3%	-5.3%
Hors pétrole	43.9%	13.0%	-7.5%	8.6%
<i>Rentes</i>	-29.6%	-42.5%	-6.5%	1.7%
<i>Mines</i>	224.9%	12.8%	-13.9%	20.0%
<i>Bois transformé</i>	17.2%	80.0%	2.8%	-5.0%
<i>Produits manufacturiers</i>				
Services	-8.0%	29.4%	9.1%	2.9%
Total des emplois	6.6%	8.4%	6.0%	6.4%

Source : DGEPEF

Tableau 7 : Evolution de la masse monétaire

Trimestre	avr-13	mai-13	juin-13	avr-14	mai-14	juin-14
	<i>(en milliards de F CFA)</i>					
Avoirs extérieurs nets	1195,0	1097,2	1119,5	1529,4	1466,8	1436,6
Banque centrale	1036,7	1057,3	1044,7	1415,0	1322,2	1329,6
Banques commerciales	158,3	39,9	74,8	114,4	144,6	107,0
Avoirs intérieurs nets	1117,6	1114,9	1160,5	904,2	808,6	956,4
Crédits intérieurs nets	1190,1	1212,3	1228,6	969,2	967,6	1028,4
Créances nettes sur l'Etat	-109,0	-72,2	-65,9	-483,2	-460,7	-439,0
Position Nette du Gouvernement (PNG)	2,5	29,6	43,8	-299,0	-276,9	-238,1
Créances nettes sur les organismes publics	-111,5	-101,8	-109,7	-184,2	-183,8	-200,9
Créances sur le reste de l'économie	1299,1	1284,5	1294,5	1452,4	1428,3	1467,4
Autres postes nets	-72,5	-97,4	-68,1	-65,0	-159,0	-72,0
Monnaie au sens large	2160,6	2109,8	2121,6	2224,9	2263,9	2206,8
Circulation fiduciaire	279,5	281,3	294,8	363,4	368,0	368,9
Dépôts	1881,1	1828,5	1826,8	1861,5	1895,9	1837,9
Quasi monnaie	834,9	828,0	816,9	808,7	820,6	776,8
	<i>(variation annuelle en %)</i>					
Monnaie au sens large	13,6%	10,7%	11,3%	3,0%	7,3%	4,0%
Circulation fiduciaire	1,6%	7,0%	9,8%	30,0%	30,8%	25,1%
Dépôts	15,7%	11,3%	11,5%	-1,0%	3,7%	0,6%
Avoirs extérieurs nets	-5,8%	-10,6%	-3,8%	28,0%	33,7%	28,3%
Avoirs intérieurs nets	31,2%	37,9%	37,1%	-19,1%	-27,5%	-17,6%
Crédits intérieurs nets	35,4%	38,3%	34,3%	-18,6%	-20,2%	-16,3%
Créances nettes sur l'Etat	13,0%	-45,0%	-42,5%	-	-	-
Créances sur le reste de l'économie	33,2%	27,5%	25,8%	11,8%	11,2%	13,4%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

M. IKAPI Eric

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint par Intérim

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. Durance AVOMO OKE
Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE
Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Christian NDO
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)**Directeur**

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint par Intérim

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

M. Cyril BIBANG ENDAMANE
Mme. Lucie NSANNE EMANE
M. Martial MBA BISSIEGHE

Chargés d'Etudes

Mme. Ghislaine MINKUE ELANGMANE
Mme. Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Julie Sandrine NTSAME
M. Raphael MBA N'NANG
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Brice YOUOMO

DIRECTION DES SYNTHES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGROUND

M. Kevin BOUNGOUNGOU

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LEMBOUBA

M.LIPOCKO MOMBO